

**TITRE 3. — Disposition finale et entrée en vigueur**

**Art. 17.** Les articles 3, 1°, a, iii, iv, v, vi, 2°, b, 4, 5, 7, 8, 9, 15, 1°, b., et 2°, ne sont pas applicables aux contribuables qui sont une société, une entreprise publique autonome ou une association sans but lucratif à activités de leasing.

**Art. 18.** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Ses dispositions sont d'application à partir de l'exercice d'imposition 2020.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 novembre 2019.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du Biculturel d'intérêt régional,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière,

E. VAN DEN BRANDT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Énergie et de la Démocratie participative,

A. MARON

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles,

S. GATZ

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle, de la Transition numérique et des Pouvoirs locaux,

B. CLERFAYT

—————  
Note

Session ordinaire 2019-2020

Documents du Parlement :

A-18/1 Projet d'ordonnance.

A-18/2 Rapport.

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 15 novembre 2019.

**TITEL 3. — Slotbepaling en inwerkingtreding**

**Art. 17.** Artikelen 3, 1°, a, iii, iv, v, vi, 2°, b, 4, 5, 7, 8, 9, 15, 1°, b., en 2°, zijn niet van toepassing op belastingplichtigen die een vennootschap, een autonoom overheidsbedrijf of een vereniging zonder winstgevend doel met leasingactiviteiten zijn.

**Art. 18.** Deze ordonnantie treedt in werking op 1 januari 2020. Haar bepalingen zijn van toepassing vanaf het belastingjaar 2020.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 28 november 2019.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, de promotie van het Imago van Brussel en Biculturele zaken van gewestelijk belang,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid,

E. VAN DEN BRANDT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,

A. MARON

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel,

S. GATZ

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werk en Beroepsopleiding, Digitalisering en de Plaatselijke Besturen,

B. CLERFAYT

—————  
Nota

Gewone zitting 2019-2020

Documenten van het Parlement :

A-18/1 Ontwerp van ordonnantie.

A-18/2 Verslag.

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 15 november 2019.

**REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

[C – 2019/42689]

**28 NOVEMBRE 2019. — Ordonnance transposant la directive 2017/1852/UE du Conseil du 10 octobre 2017 concernant les mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'Union européenne**

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions introductives*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

**Art. 2.** La présente ordonnance transpose la directive 2017/1852/UE du Conseil du 10 octobre 2017 concernant les mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'Union européenne.

CHAPITRE 2. — *Objet et champ d'application*

**Art. 3.** La présente ordonnance établit des règles et procédures relatives à la collaboration entre d'une part l'autorité compétente et d'autre part une autorité étrangère à travers un mécanisme destiné à régler les différends qui découlent de l'interprétation et de l'application d'accords et de conventions qui prévoient l'élimination de la double imposition du revenu et, le cas échéant, de la fortune.

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

[C – 2019/42689]

**28 NOVEMBER 2019. — Ordonnantie houdende omzetting van Richtlijn 2017/1852/EU van de Raad van 10 oktober 2017 betreffende mechanismen ter beslechting van belastinggeschillen in de Europese Unie**

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, het geen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepalingen*

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

**Art. 2.** Deze ordonnantie voorziet in de omzetting van richtlijn 2017/1852/EU van de Raad van 10 oktober 2017 betreffende mechanismen ter beslechting van belastinggeschillen in de Europese Unie.

HOOFDSTUK 2. — *Voorwerp en toepassingsgebied*

**Art. 3.** Deze ordonnantie legt de voorschriften en procedures vast voor de samenwerking tussen enerzijds de bevoegde autoriteit en anderzijds een buitenlandse autoriteit met betrekking tot een mechanisme ter beslechting van geschillen welke ontstaan naar aanleiding van de interpretatie en toepassing van overeenkomsten en verdragen die voorzien in de afschaffing van dubbele belasting op inkomsten en, waar van toepassing, op vermogen.

## CHAPITRE 3. — Définitions

**Art. 4.** Pour l'application de la présente ordonnance, l'on entend par :

1° autorité compétente : le représentant désigné par le Gouvernement ;

2° juridiction compétente : selon le cas, le tribunal de première instance ou le président du tribunal de première instance, siégeant comme en référé ;

3° autorité étrangère : l'autorité d'un État membre, désignée comme telle par l'État membre concerné ;

4° double imposition : l'imposition par deux États membres ou plus concernant des impôts relevant d'un accord ou d'une convention, visé à l'article 3, sur le même revenu ou la même fortune imposable lorsque cette imposition donne lieu à une des situations suivantes :

- a) une charge fiscale supplémentaire ;
- b) une augmentation de la charge fiscale ;
- c) une annulation ou une réduction des pertes, qui pourraient être utilisées pour compenser des bénéfices imposables ;

5° personne concernée : toute personne, y compris un particulier, qui est résident fiscal d'un État membre et dont l'imposition est directement matière à différend ;

6° différend : tout fait générateur de différends entre l'autorité compétente et une autorité étrangère qui découlent de l'interprétation et de l'application d'accords et de conventions qui prévoient l'élimination de la double imposition du revenu et, le cas échéant, de la fortune ;

7° État membre : un ou plusieurs États membres de l'Union européenne ;

8° commission consultative : la commission constituée, suite à la demande présentée par la personne concernée ou les personnes concernées à l'autorité compétente, par ladite autorité compétente ou par la juridiction compétente si l'autorité compétente n'a pas constitué cette commission consultative, dans le but de rendre un avis indépendant adressé à l'autorité compétente concernant le différend conformément aux conditions prévues dans les articles 8, 9, 10 et 16 ;

9° commission de règlement alternatif des différends : la commission constituée, si l'autorité compétente et une autorité étrangère en conviennent, à la place de la commission consultative, afin de trancher le différend au moyen d'autres méthodes qui relèvent du règlement alternatif des différends, en conformité avec l'article 16 ;

10° comité permanent : une commission de règlement alternatif des différends qui est établie, via l'accord de l'autorité compétente et de l'autorité étrangère, sous la forme d'un comité ayant un caractère permanent ;

11° communications : les réclamations, les réponses à une demande d'informations complémentaires, les retraits et les demandes prévus à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, § 5 et § 7, et à l'article 8, § 1<sup>er</sup> ;

12° grande entreprise : une entreprise qui, à la date de clôture de son bilan, dépasse au moins deux des trois critères suivants :

- a) total du bilan : 20.000.000 euros ;
- b) chiffre d'affaire net : 40.000.000 euros ;
- c) nombre moyen de salariés au cours de l'exercice : 250 ;

13° grand groupe : un groupe composé d'une entreprise mère et d'entreprises filiales comprises dans une consolidation et qui, à la date de clôture du bilan de l'entreprise mère, dépasse, sur une base consolidée, les limites chiffrées d'au moins deux des trois critères suivants :

- a) total du bilan : 20.000.000 euros ;
- b) chiffre d'affaires net : 40.000.000 euros ;
- c) nombre moyen de salariés au cours de l'exercice : 250 ;

14° Gouvernement : le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

## CHAPITRE 4. — Réclamation

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** Toute personne concernée peut introduire une réclamation concernant un différend auprès de l'autorité compétente, en demandant le règlement du différend.

La réclamation est introduite dans un délai de trois ans à compter de la réception de la première notification de la mesure qui entraîne ou entraînera un différend, que la personne concernée utilise ou non les

## HOOFDSTUK 3. — Definities

**Art. 4.** Voor de toepassing van deze ordonnantie wordt verstaan onder :

1° bevoegde autoriteit : de door de Regering aangewezen vertegenwoordiger ;

2° bevoegde rechtbank : naargelang het geval de rechtbank van eerste aanleg of de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, zetelend zoals in kortgeding ;

3° buitenlandse autoriteit : de autoriteit van een lidstaat die als zodanig door de betrokken lidstaat is aangewezen ;

4° dubbele belasting : de heffing door twee of meer lidstaten van belastingen die onder een overeenkomst of verdrag als bedoeld in artikel 3 vallen, op dezelfde belastbare inkomsten of hetzelfde belastbare vermogen als dat aanleiding geeft tot een van de volgende situaties :

- a) een additionele belastingheffing ;
- b) een toename van de belastingverplichtingen ;
- c) de annulering of vermindering van verliezen die met belastbare winst kunnen worden verrekend ;

5° betrokken persoon : elke persoon, met inbegrip van een natuurlijke persoon, die een fiscaal ingezetene is van een lidstaat en voor wiens belastingheffing het geschilpunt rechtstreekse gevolgen heeft ;

6° geschilpunt : de kwestie die aanleiding geeft tot geschillen tussen de bevoegde autoriteit en een buitenlandse autoriteit welke ontstaan naar aanleiding van de uitleg en toepassing van overeenkomsten en verdragen die voorzien in de afschaffing van dubbele belasting op inkomsten en, waar van toepassing op vermogen ;

7° lidstaat : één of meerdere lidstaten van de Europese Unie ;

8° raadgevende commissie : de commissie die op verzoek van de betrokken persoon of personen, gericht aan de bevoegde autoriteit, ingesteld wordt door de bevoegde autoriteit of door de bevoegde rechtbank indien de bevoegde autoriteit heeft nagelaten om dergelijke raadgevende commissie in te stellen, om een advies uit te brengen middels een onafhankelijk advies aan de bevoegde autoriteit omtrent het geschilpunt overeenkomstig de voorwaarden bepaald in de artikelen 8, 9, 10 en 16 ;

9° commissie voor alternatieve geschilbeslechting : de commissie ingesteld, indien de bevoegde autoriteit en een buitenlandse autoriteit dit overeenkomen, om in plaats van de raadgevende commissie, het geschilpunt te beslechten met andere methoden die onder de alternatieve geschilbeslechting vallen, in overeenstemming met artikel 16 ;

10° permanente commissie : een commissie voor alternatieve geschilbeslechting die, middels het akkoord van de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit, wordt ingesteld in de vorm van een commissie van permanente aard ;

11° mededelingen : de klachten, de antwoorden op een verzoek om aanvullende informatie, intrekkingen en verzoeken vermeld in respectievelijk artikel 5, § 1, § 5 en § 7, en artikel 8, § 1 ;

12° grote onderneming : een onderneming die op de balansdatum ten minste twee van de volgende drie criteria overschrijdt :

- a) balanstotaal : 20.000.000 euro ;
- b) netto-omzet : 40.000.000 euro ;
- c) gemiddeld personeelsbestand gedurende het boekjaar : 250 ;

13° grote groep : een groep bestaande uit in een consolidatie op te nemen moeder- en dochterondernemingen die, op geconsolideerde basis, op de balansdatum van de moederonderneming de grensbedragen voor ten minste twee van de volgende drie criteria overschrijden :

- a) balanstotaal : 20.000.000 euro ;
- b) netto-omzet : 40.000.000 euro ;
- c) gemiddeld personeelsbestand gedurende het boekjaar : 250 ;

14° Regering : de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

## HOOFDSTUK 4. — Klacht

**Art. 5. § 1.** Elke betrokken persoon kan een klacht indienen met betrekking tot een geschilpunt bij de bevoegde autoriteit, waarbij om de beslechting van het geschilpunt wordt verzocht.

De klacht wordt ingediend binnen een termijn van drie jaar, te rekenen vanaf de ontvangst van de eerste kennisgeving van de handeling die tot het geschilpunt aanleiding geeft of zal geven,

voies de recours disponibles dans le droit national.

La personne concernée introduit simultanément la réclamation auprès de l'autorité étrangère en joignant chaque fois les mêmes informations et en indiquant, dans la réclamation, quels sont les autres États membres concernés.

§ 2. Chaque réclamation fait l'objet d'un accusé de réception dans les deux mois à compter de sa réception.

§ 3. L'autorité compétente informe l'autorité étrangère de cette réclamation dans le délai visé au paragraphe 2.

À ce moment-là, l'autorité compétente informe l'autorité étrangère de la langue ou des langues qu'elle souhaite utiliser au cours de la procédure.

§ 4. La réclamation n'est acceptée que si la personne concernée qui a introduit la réclamation, visée au paragraphe 2, fournit à l'autorité compétente les informations suivantes :

1° le nom, l'adresse, le numéro d'identification fiscale et toutes autres informations nécessaires à l'identification de la ou des personnes concernées ayant introduit la réclamation auprès de l'autorité compétente et de toute autre personne concernée ;

2° les exercices d'imposition concerné, ou à défaut, les périodes fiscales ;

3° des précisions sur les faits et circonstances à prendre en considération dans le cas d'espèce, y compris sur la structure de la transaction et les relations entre la personne concernée et les autres parties aux transactions concernées ainsi que, le cas échéant, sur tous faits établis de bonne foi dans un accord mutuellement contraignant entre la personne concernée et l'administration fiscale, selon le cas. Doivent être communiqués, en particulier, la nature et la date des mesures donnant lieu au différend, y compris, le cas échéant, des précisions sur les mêmes revenus perçus dans l'autre État membre et sur l'inclusion de ces revenus parmi les revenus imposables dans l'autre État membre, et des précisions sur les impôts exigés ou qui seront exigés au titre de ces revenus dans l'autre État membre, ainsi que sur les montants correspondants dans les monnaies des États membres concernés, avec une copie de toute pièce justificative éventuelle ;

4° une référence aux dispositions de droit national applicables et à l'accord ou à la convention visé à l'article 3 ; lorsque plusieurs accords ou conventions sont applicables, la personne concernée qui a introduit la réclamation précise quel accord ou convention donne lieu à interprétation dans le cadre du différend en question. Cet accord ou cette convention est l'accord ou la convention applicable aux fins de la présente ordonnance ;

5° les informations suivantes, avec des copies de toute pièce justificative :

- a) une explication des raisons pour lesquelles la personne concernée estime qu'il y a matière à différend ;
- b) des informations détaillées sur les actions en justice et procédures de recours engagées par la personne concernée à propos des transactions concernées et sur toute décision de justice portant sur le différend ;
- c) un engagement de la personne concernée de répondre de manière aussi complète et rapide que possible à toutes les requêtes appropriées formulées par l'autorité compétente et de fournir toute pièce demandée par l'autorité compétente ou l'autorité étrangère ;
- d) une copie de la décision d'imposition définitive sous la forme d'un avis d'imposition définitif, du rapport de contrôle fiscal ou de tout autre document équivalent entraînant le différend et une copie de tout autre document émis par les autorités fiscales concernant le différend, le cas échéant ;
- e) des informations sur toute réclamation introduite par la personne concernée dans le cadre d'une autre procédure amiable ou procédure de règlement des différends au sens de l'article 18, § 5, et un engagement explicite par lequel la personne concernée déclare qu'elle respectera les dispositions de l'article 18, § 5, le cas échéant ;

6° toute information spécifique complémentaire demandée par l'autorité compétente qui est considérée comme nécessaire pour procéder à un examen au fond du cas d'espèce.

§ 5. L'autorité compétente peut demander les informations visées au paragraphe 4, 6°, dans un délai de trois mois à compter de la réception de la réclamation.

ongeacht de eventuele aanwending van de beschikbare nationale rechtsmiddelen door de betrokken persoon.

De betrokken persoon dient de klacht tegelijkertijd en met dezelfde gegevens bij de buitenlandse autoriteit in en geeft in de klacht aan welke andere lidstaten betrokken zijn.

§ 2. Elke klacht maakt het voorwerp uit van een ontvangstbevestiging binnen de twee maanden, te rekenen vanaf de ontvangst ervan.

§ 3. De bevoegde autoriteit stelt de buitenlandse autoriteit in kennis van deze klacht binnen de in paragraaf 2 bedoelde termijn.

De bevoegde autoriteit stelt de buitenlandse autoriteit op dat moment ook in kennis van de taal of talen die zij tijdens de procedure wil gebruiken.

§ 4. De klacht wordt alleen aanvaard indien de betrokken persoon, die de in paragraaf 2 bedoelde klacht indient, de bevoegde autoriteit de volgende inlichtingen verschaft :

1° de naam, het adres, het fiscale identificatienummer en alle andere inlichtingen die nodig zijn voor de identificatie van de betrokken persoon of personen die de klacht hebben ingediend bij de bevoegde autoriteit, en van elke andere betrokken persoon ;

2° de aanslagjaren in kwestie, of bij gebreke daaraan, de belasting-tijdvakken ;

3° nadere informatie over de relevante feiten en omstandigheden van de zaak, met inbegrip van bijzonderheden over de structuur van de transactie en over de verhouding tussen de betrokken persoon en de andere partijen bij de relevante transacties, alsmede desgevallend van de feiten die te goeder trouw in een wederzijds bindende overeenkomst tussen de betrokken persoon en de belastingdienst zijn vastgelegd, waarvan toepassing. Meer in het bijzonder moeten worden meegegeeld, de aard en de datum van de handelingen die aanleiding geven tot het geschilpunt waaronder, in voorkomend geval, bijzonderheden over dezelfde in de andere lidstaat ontvangen inkomsten en de opneming daarvan in de belastbare inkomsten in de andere lidstaat evenals bijzonderheden over de belastingen die in verband met die inkomsten in de andere lidstaat zijn geheven of zullen worden geheven, alsmede de daarmee verband houdende bedragen in de valuta's van de betrokken lidstaten, met een afschrift van eventuele bewijsstukken ;

4° een verwijzing naar de toepasselijke nationale regels en naar de overeenkomst of het verdrag als bedoeld in artikel 3 ; indien meer dan één overeenkomst of verdrag van toepassing is, vermeldt de betrokken persoon die de klacht indient welke overeenkomst of welk verdrag met betrekking tot het geschilpunt in kwestie wordt uitgelegd. Die overeenkomst of dat verdrag is voor de toepassing van deze ordonnantie de toepasselijke overeenkomst of het toepasselijke verdrag ;

5° de volgende informatie, samen met een afschrift van eventuele bewijsstukken :

- a) een verklaring waarom de betrokken persoon meent dat er sprake is van een geschilpunt ;
- b) nadere bijzonderheden over elk door de betrokken persoon ingesteld beroep en elke door de betrokken persoon opgestarte rechtszaak met betrekking tot de relevante transacties, en over elke rechterlijke beslissing in verband met het geschilpunt ;
- c) een toezegging van de betrokken persoon dat hij zo volledig en zo snel mogelijk op alle toepasselijke verzoeken van de bevoegde autoriteit zal reageren en op verzoek van de bevoegde autoriteit of buitenlandse autoriteit alle documentatie zal verstrekken ;
- d) in voorkomend geval, een afschrift van het definitieve besluit over de belastingaanslag, in de vorm van een definitieve belastingaanslag, een verslag van de belastingcontrole of een ander gelijkwaardig document dat aanleiding geeft tot het geschilpunt, en een afschrift van elk ander document dat de belastingautoriteiten met betrekking tot het geschilpunt hebben verstrekt ;
- e) in voorkomend geval, informatie over alle klachten die door de betrokken persoon zijn ingediend uit hoofde van een andere procedure voor onderling overleg of uit hoofde van een andere geschilbeslechtsprocedure, als omschreven in artikel 18, § 5, en een uitdrukkelijke toezegging van de betrokken persoon dat hij het bepaalde in artikel 18, § 5, zal naleven ;

6° alle door de bevoegde autoriteit gevraagde specifieke aanvullende informatie die noodzakelijk wordt geacht voor een grondig onderzoek van de zaak in kwestie.

§ 5. De bevoegde autoriteit kan, om de in paragraaf 4, 6°, bedoelde informatie verzoeken binnen drie maanden, te rekenen vanaf de ontvangst van de klacht.

D'autres demandes d'informations peuvent être adressées au cours de la procédure amiable prévue à l'article 6 si l'autorité compétente le juge nécessaire. Cette demande ne peut entraîner la divulgation d'un secret commercial, industriel ou professionnel, ou d'un procédé commercial.

Une personne concernée qui reçoit une demande conformément au paragraphe 4, 6°, répond dans un délai de trois mois à compter de la réception de cette demande.

Dans le même temps, une copie de cette réponse est adressée à l'autorité étrangère.

§ 6. L'autorité compétente prend une décision sur l'acceptation ou le rejet de la réclamation dans un délai de six mois à compter de la réception de celle-ci ou dans un délai de six mois à compter de la réception des informations visées au paragraphe 4, 6°, la date la plus tardive étant retenue. L'autorité compétente informe sans tarder la personne concernée et l'autorité étrangère de sa décision.

Dans un délai de six mois à compter de la réception d'une réclamation ou des informations visées au paragraphe 4, 6°, la date la plus tardive étant retenue, l'autorité compétente peut décider de régler le différend sur une base unilatérale sans faire intervenir l'autorité étrangère. Dans ce cas, l'autorité compétente informe sans tarder la personne concernée et l'autorité étrangère. À la suite de cette notification, il est mis fin aux procédures engagées au titre de la présente ordonnance.

§ 7. Lorsqu'une personne concernée souhaite retirer une réclamation, elle présente une notification écrite de retrait à l'autorité compétente et à l'autorité étrangère simultanément.

Cette notification met fin avec effet immédiat à toutes les procédures engagées au titre de la présente ordonnance.

L'autorité compétente qui reçoit une telle notification informe sans tarder l'autorité étrangère de la fin des procédures.

§ 8. Si, pour quelque raison que ce soit, un différend cesse d'exister, toutes les procédures engagées au titre de la présente ordonnance prennent fin avec effet immédiat.

L'autorité compétente informe sans tarder la personne concernée de cette situation et des raisons générales liées à cette cessation.

§ 9. La personne concernée peut adresser les communications indiquées aux paragraphes 1<sup>er</sup>, 5 et 7, et à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, par dérogation à ces dispositions, uniquement à l'autorité étrangère ou à l'autorité compétente de l'État dans lequel la personne concernée est résidente, dans la mesure où la personne concernée remplit une des conditions suivantes :

1° être un particulier ;

2° ne pas être une grande entreprise et ne pas faire partie d'un grand groupe.

L'autorité compétente informe simultanément l'autorité étrangère des communications, et ce dans un délai de deux mois à compter de la réception de ces communications. Une fois cette notification effectuée, la personne concernée est réputée avoir adressé la communication aux autres États membres concernés à la date de ladite notification.

En cas d'informations complémentaires reçues en vertu du paragraphe 5, l'autorité compétente qui a reçu les informations complémentaires en transmet une copie à l'autorité étrangère. Une fois cette communication effectuée, l'autorité étrangère est réputée avoir reçu ces informations complémentaires à la date à laquelle l'autorité compétente a reçu les informations.

#### CHAPITRE 5. — Procédure amiable

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Lorsque la réclamation visée à l'article 5 est acceptée par l'autorité compétente et par l'autorité étrangère, elles s'efforcent de régler le différend à l'amiable, dans un délai de deux ans à compter de la dernière notification d'une décision de l'un des États membres d'accepter la réclamation.

Le délai, mentionné à l'alinéa 1<sup>er</sup>, peut être prolongé d'un an maximum après une justification écrite de l'autorité compétente à l'autorité étrangère ou de l'autorité étrangère à l'autorité compétente.

§ 2. Une fois que l'autorité compétente et l'autorité étrangère sont parvenues à un accord sur la manière de régler le différend dans le délai prévu au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'autorité compétente notifie sans tarder cet accord à la personne concernée sous la forme d'une décision contraignante pour l'autorité compétente et exécutoire pour la personne

Indien dit door de bevoegde autoriteit nodig wordt geacht, kunnen verdere verzoeken om informatie worden gedaan tijdens de in artikel 6 bedoelde procedure voor onderling overleg. Dit verzoek mag niet leiden tot de openbaarmaking van een handels-, bedrijfs-, nijverheids- of beroepsgeheim of van een fabrieks- of handelswerkwijze.

Een betrokken persoon die een verzoek overeenkomstig paragraaf 4, 6°, ontvangt, antwoordt binnen drie maanden na ontvangst van het verzoek.

Tegelijkertijd wordt ook een afschrift van dit antwoord toegezonden aan de buitenlandse autoriteit.

§ 6. De bevoegde autoriteit neemt, binnen zes maanden na ontvangst van die klacht of indien dat later is binnen zes maanden na ontvangst van de in paragraaf 4, 6°, bedoelde informatie, een besluit over de aanvaarding of afwijzing van de klacht. De bevoegde autoriteit stelt de betrokken persoon en de buitenlandse autoriteit onverwijld in kennis van zijn besluit.

De bevoegde autoriteit kan binnen zes maanden na ontvangst van een klacht, of binnen zes maanden na ontvangst van de in paragraaf 4, 6°, bedoelde informatie, indien dat later is, besluiten het geschilpunt eenzijdig te beslechten, zonder de buitenlandse autoriteit erbij te betrekken. In dat geval stelt de bevoegde autoriteit de betrokken persoon en de buitenlandse autoriteit daarvan onverwijld in kennis. Na die kennisgeving worden de procedurehandelingen uit hoofde van deze ordonnantie beëindigd.

§ 7. Een betrokken persoon die een klacht wenst in te trekken, dient gelijktijdig bij de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit een schriftelijke kennisgeving van intrekking in.

Met die kennisgeving worden alle procedurehandelingen uit hoofde van deze ordonnantie onmiddellijk beëindigd.

De bevoegde autoriteit die een dergelijke kennisgeving ontvangt, stelt de buitenlandse autoriteit onverwijld in kennis van die beëindiging van procedurehandelingen.

§ 8. Indien een geschilpunt om welke reden dan ook ophoudt te bestaan, worden alle procedurehandelingen uit hoofde van deze ordonnantie onmiddellijk beëindigd.

De bevoegde autoriteit stelt de betrokken persoon onverwijld in kennis van deze situatie met opgave van de algemene redenen voor de beëindiging.

§ 9. De betrokken persoon kan de mededelingen vermeld in paragrafen 1, 5 en 7 en in artikel 8, § 1, bij wijze van afwijking van die bepalingen alleen indienen bij de buitenlandse autoriteit of de bevoegde autoriteit van de staat waarvan de betrokken persoon ingezetene is voor zover de betrokken persoon aan één van onderstaande voorwaarden voldoet :

1° een natuurlijke persoon zijn ;

2° geen grote onderneming zijn en geen deel uitmaken van een grote groep.

De bevoegde autoriteit stelt de buitenlandse autoriteit tegelijkertijd in kennis van de mededelingen, zulks binnen twee maanden na ontvangst van deze mededelingen. Zodra een dergelijke kennisgeving is geschied, wordt de betrokken persoon geacht de mededeling op de datum van die kennisgeving bij alle andere betrokken lidstaten te hebben ingediend.

Indien er aanvullende informatie wordt ontvangen uit hoofde van paragraaf 5, zendt de bevoegde autoriteit die de aanvullende informatie heeft ontvangen, tegelijkertijd ook een afschrift daarvan toe aan de buitenlandse autoriteit. Zodra deze afschriften zijn toegezonden, wordt de aanvullende informatie geacht door de buitenlandse autoriteit te zijn ontvangen op de datum waarop de bevoegde autoriteit de informatie heeft ontvangen.

#### HOOFDSTUK 5. — Procedure voor onderling overleg

**Art. 6. § 1.** Indien de in artikel 5 bedoelde klacht wordt aanvaard door de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit, trachten zij binnen een termijn van twee jaar, te rekenen vanaf de laatste kennisgeving van een besluit van één van de lidstaten tot aanvaarding van de klacht, het geschilpunt in onderling overleg te beslechten.

De termijn, vermeld in het eerste lid, kan met ten hoogste één jaar worden verlengd na een schriftelijk verzoekschrift van de bevoegde autoriteit aan de buitenlandse autoriteit of van de buitenlandse autoriteit aan de bevoegde autoriteit.

§ 2. Zodra de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit binnen de in paragraaf 1 vastgestelde termijn overeenstemming over de beslechting van het geschilpunt hebben bereikt, stelt de bevoegde autoriteit de betrokken persoon daarvan onverwijld in kennis in de vorm van een besluit dat bindend is voor de bevoegde autoriteit en

concernée, sous réserve que cette dernière accepte la décision et renonce au droit à toute autre voie de recours, le cas échéant.

Au cas où des procédures concernant ces autres voies de recours ont déjà commencé, la décision ne devient contraignante et exécutoire qu'une fois que la personne concernée a fourni à l'autorité compétente des éléments de preuve attestant que des mesures ont été prises pour mettre fin auxdites procédures. Ces éléments de preuve sont fournis au plus tard soixante jours après que la personne concernée ait été informée de la décision visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>. La décision est alors appliquée sans tarder, quels que soient les délais prévus par le droit national.

§ 3. Lorsque l'autorité compétente et l'autorité étrangère ne sont pas parvenues à un accord sur la manière de régler le différend dans le délai visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'autorité compétente informe la personne concernée en indiquant les raisons générales pour lesquelles il n'a pas été possible de parvenir à un accord.

#### CHAPITRE 6. — *Décision de l'autorité compétente concernant la réclamation*

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** L'autorité compétente peut rejeter une réclamation dans le délai visé à l'article 5, § 6, alinéa 1<sup>er</sup> :

1° si la réclamation ne comporte pas les informations requises en vertu de l'article 5, § 4, notamment toute information demandée en vertu de l'article 5, § 4, 6°, et n'a pas été présentée dans le délai prévu à l'article 5, § 5, alinéa 3 ;

2° s'il n'y a pas matière à différend ;

3° si la réclamation n'a pas été soumise dans le délai de trois ans prévu à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

Lorsque l'autorité compétente informe la personne concernée conformément aux dispositions de l'article 5, § 6, l'autorité compétente fournit les raisons générales qui motivent son rejet.

§ 2. Si l'autorité compétente n'a pas pris de décision dans les six mois suivant la réception de la réclamation ou dans les six mois suivant la réception des informations visées à l'article 5, § 4, 6°, la réclamation est réputée avoir été acceptée.

§ 3. Si l'autorité compétente et l'autorité étrangère rejettent la réclamation, la personne concernée peut intenter une action conformément aux articles 1385*decies* et 1385*undecies* du Code judiciaire contre la décision de l'autorité compétente.

La personne concernée qui exerce ce droit de recours ne peut présenter une demande en vertu de l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° :

1° tant que la décision fait encore l'objet d'un recours ;

2° lorsque la décision de rejet peut encore faire l'objet d'un recours ; ou

3° lorsqu'une décision de rejet a été confirmée dans le cadre de la procédure de recours visée au 1°, mais qu'il n'est pas possible de déroger à la décision de la juridiction compétente dans l'un des États membres concernés.

Lorsque le droit de recours a été exercé, la décision de la juridiction compétente est prise en compte aux fins de l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°.

#### CHAPITRE 7. — *Règlement des différends en commission consultative*

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** Sur demande présentée par la personne concernée, l'autorité compétente et l'autorité étrangère constituent une commission consultative, dans les deux cas suivants :

1° la réclamation introduite par cette personne concernée est rejetée au titre de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, par l'autorité compétente ou l'autorité étrangère ;

2° l'autorité compétente et l'autorité étrangère ont accepté la réclamation qui a été introduite par la personne concernée mais ne sont pas parvenues à un accord sur la manière de régler le différend à l'amiable dans le délai prévu à l'article 6, § 1<sup>er</sup>.

La personne concernée ne peut présenter la demande visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> que si aucun recours contre le rejet de la réclamation visé à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, ne peut être introduit, n'est en instance ou si la personne concernée a formellement renoncé à son droit de recours. La demande précitée comprend une déclaration à cet effet.

La demande de constitution d'une commission consultative doit être faite par écrit et, selon le cas, au plus tard cinquante jours après réception de la notification de la décision prise sur pied de l'article 5,

afdwingbaar door de betrokken persoon, mits deze laatste het besluit aanvaardt en, in voorkomend geval, afziet van het recht om andere rechtsmiddelen aan te wenden.

Indien er reeds procedurehandelingen met betrekking tot dergelijke andere rechtsmiddelen waren begonnen, wordt het besluit slechts bindend en afdwingbaar zodra de betrokken persoon ten overstaan van de bevoegde autoriteit bewijzen heeft verstrekt die aantonen dat er stappen zijn gezet om deze procedurehandelingen te beëindigen. Deze bewijzen worden verstrekt uiterlijk zestig dagen nadat de betrokken persoon van het in het eerste lid bedoelde besluit in kennis is gesteld. Het besluit wordt vervolgens onverwijld uitgevoerd, ongeacht de termijnen waarin de nationale wetgeving voorziet.

§ 3. Indien de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit binnen de in paragraaf 1 vastgestelde termijn geen overeenstemming over de beslechting van het geschilpunt bereiken, stelt de bevoegde autoriteit de betrokken persoon daarvan in kennis, met opgave van de algemene redenen waarom geen overeenstemming kon worden bereikt.

#### HOOFDSTUK 6. — *Besluit van de bevoegde autoriteit betreffende de klacht*

**Art. 7. § 1.** De bevoegde autoriteit kan binnen de in artikel 5, § 6, eerste lid, bedoelde termijn, een klacht afwijzen :

1° als de klacht niet de uit hoofde van artikel 5, § 4, vereiste inlichtingen bevat, met name alle informatie waarop uit hoofde van artikel 5, § 4, 6°, is verzocht en die niet binnen de in artikel 5, § 5, derde lid, vastgestelde termijn is ingediend ;

2° als er geen sprake van een geschilpunt is ;

3° als de klacht niet binnen de in artikel 5, § 1, tweede lid, bedoelde termijn van drie jaar is ingediend.

Wanneer de bevoegde autoriteit de betrokken persoon daarvan overeenkomstig het bepaalde in artikel 5, § 6, in kennis stelt, geeft de bevoegde autoriteit de algemene redenen voor haar afwijzing op.

§ 2. Indien de bevoegde autoriteit binnen zes maanden na ontvangst van de klacht of binnen zes maanden na ontvangst van de in artikel 5, § 4, 6°, bedoelde informatie geen besluit genomen heeft, wordt de klacht geacht door die bevoegde autoriteit te zijn aanvaard.

§ 3. Wanneer de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit de klacht afwijzen, kan de betrokken persoon overeenkomstig de artikelen 1385*decies* en 1385*undecies* van het Gerechtelijk Wetboek een vordering instellen tegen het besluit van de bevoegde autoriteit.

De betrokken persoon die dit recht van beroep uitoefent, kan geen verzoek indienen uit hoofde van artikel 8, § 1, eerste lid, 1° :

1° zolang het besluit nog in beroep wordt behandeld ;

2° wanneer het besluit tot afwijzing nog vatbaar is voor beroep ; of

3° wanneer een besluit tot afwijzing is bevestigd in het kader van de onder 1° bedoelde beroepsprocedure, maar het in één van de betrokken lidstaten niet mogelijk is af te wijken van het besluit van de bevoegde rechtbank.

Indien het recht van beroep is uitgeoefend, wordt het besluit van de bevoegde rechtbank in aanmerking genomen voor de toepassing van artikel 8, § 1, eerste lid, 1°.

#### HOOFDSTUK 7. — *Geschilbeslechting door de raadgevende commissie*

**Art. 8. § 1.** Op verzoek van de betrokken persoon stellen de bevoegde autoriteit en buitenlandse autoriteit, een raadgevende commissie in, in de volgende twee gevallen :

1° de klacht van die betrokken persoon is op grond van artikel 7, § 1, afgewezen door de bevoegde autoriteit of de buitenlandse autoriteit ;

2° de klacht van de betrokken persoon werd aanvaard door de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit, maar zij hebben binnen de in artikel 6, § 1, vastgestelde termijn geen overeenstemming kunnen bereiken over de beslechting van het geschilpunt in onderlinge overleg.

De betrokken persoon kan het verzoek, vermeld in het eerste lid, enkel doen indien, tegen de afwijzing van de klacht, vermeld in artikel 7, § 1, geen beroep kan worden ingesteld, geen beroep aanhangig is of de betrokken persoon formeel afstand heeft gedaan van zijn recht van beroep. Het voormelde verzoek bevat een verklaring in die zin.

Het verzoek om een raadgevende commissie op te richten dient schriftelijk te gebeuren, en naar gelang het geval, uiterlijk vijftig dagen na ontvangst van de kennisgeving van het besluit op grond van

§ 6, ou de l'article 6, § 3, ou au plus tard cinquante jours après le prononcé de la décision prononcée par la juridiction ou l'organe judiciaire compétent conformément à l'article 7, § 3.

La commission consultative est constituée au plus tard dans un délai de 120 jours à compter de la date de la réception de cette demande et, une fois qu'elle est constituée, son président en informe sans tarder la personne concernée.

§ 2. La commission consultative constituée dans le cas visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, adopte une décision concernant l'acceptation de la réclamation dans un délai de six mois à compter de la date de sa constitution.

Elle notifie sa décision à l'autorité compétente et à l'autorité étrangère dans un délai de trente jours suivant l'adoption de ladite décision.

Lorsque la commission consultative confirme dans sa décision que toutes les exigences mentionnées à l'article 5 ont été remplies, la procédure amiable prévue à l'article 6 est engagée sur demande de l'autorité compétente ou de l'autorité étrangère.

L'autorité compétente notifie cette demande à la commission consultative, à l'autorité étrangère et à la personne concernée. Le délai prévu à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, commence à courir à compter de la date de la notification de la décision prise par la commission consultative, selon laquelle elle accepte la réclamation.

Si l'autorité compétente et l'autorité étrangère n'ont pas demandé l'ouverture de la procédure amiable dans un délai de soixante jours à compter de la notification de la décision, visée à l'alinéa 2, de la commission consultative, ladite commission rend un avis sur la manière de régler le différend, comme cela est prévu à l'article 16, § 1<sup>er</sup>. Dans ce cas, aux fins de l'article 16, § 1<sup>er</sup>, la commission consultative est réputée avoir été constituée à la date d'expiration dudit délai de soixante jours.

§ 3. Dans le cas visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, la commission consultative rend un avis sur la manière de régler le différend, conformément à l'article 16, § 1<sup>er</sup>.

§ 4. Si la commission consultative ne rend pas d'avis dans le délai visé au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, la rémunération visée à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> n'est pas due.

#### CHAPITRE 8. — *Nominations par les juridictions compétentes*

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Si une commission consultative n'est pas constituée dans le délai prévu à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, la personne concernée peut introduire une action devant le président du tribunal de première instance siégeant comme en référé, afin de constituer la commission consultative.

§ 2. Lorsque l'autorité compétente n'a pas procédé à la nomination d'au moins une personnalité indépendante et d'un suppléant, la personne concernée peut demander au président du tribunal de première instance de nommer une personnalité indépendante et son suppléant à partir de la liste visée à l'article 11.

Lorsque aussi bien l'autorité compétente que l'autorité étrangère n'ont pas procédé à la nomination d'au moins une personnalité indépendante et d'un suppléant, la personne concernée peut demander au tribunal de première instance de nommer les deux personnalités indépendantes à partir de la liste prévue à l'article 11.

Ces personnalités indépendantes désignent, conformément à l'article 10, § 3, le président par tirage au sort à partir de la liste prévue à l'article 11.

Lorsque plus d'une personne est concernée par le différend en cours, ces personnes concernées communiquent la demande de nomination des personnalités indépendantes et de leurs suppléants à chacun de leurs États de résidence respectifs.

Lorsqu'une seule personne concernée est impliquée dans le différend, cette personne concernée communique la demande de nomination des personnalités indépendantes et de leurs suppléants à l'autorité compétente ou à l'autorité étrangère de l'État membre qui n'a pas désigné au moins une personnalité indépendante et un suppléant.

§ 3. Les actions visées aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 sont intentées uniquement à l'expiration de la période de 120 jours visée à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, et dans un délai de 30 jours suivant le terme de ladite période.

§ 4. Dans les cas visés au paragraphe 2, le président du tribunal de première instance désigne, comme en référé, les personnalités indépendantes, conformément à l'article 1680, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code judiciaire.

artikel 5, § 6, of artikel 6, § 3, of uiterlijk vijftig dagen na afgifte van het besluit door de betrokken rechtbank of gerechtelijke instantie krachtens artikel 7, § 3.

De raadgevende commissie wordt uiterlijk 120 dagen na ontvangst van dit verzoek ingesteld. Zodra dat is gebeurd, stelt de voorzitter van deze commissie de betrokken persoon daarvan onverwijld in kennis.

§ 2. De in het geval van paragraaf 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, ingestelde raadgevende commissie neemt binnen zes maanden nadat zij is ingesteld een besluit over de aanvaarding van de klacht.

Zij stelt de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit in kennis van haar besluit binnen dertig dagen na de totstandkoming van het besluit.

Indien de raadgevende commissie in haar besluit bevestigt dat aan alle voorschriften van artikel 5 is voldaan, wordt op verzoek van de bevoegde autoriteit of van de buitenlandse autoriteit de procedure voor onderling overleg van artikel 6 opgestart.

De bevoegde autoriteit stelt de raadgevende commissie, de buitenlandse autoriteit en de betrokken persoon van dat verzoek in kennis. De in artikel 6, § 1, genoemde termijn vangt aan vanaf de datum van de kennisgeving van het besluit dat de raadgevende commissie betreffende de aanvaarding van de klacht heeft genomen.

Indien de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit niet binnen een termijn van zestig dagen na de in het tweede lid bedoelde datum van de kennisgeving van het besluit van de raadgevende commissie heeft verzocht om de procedure voor onderling overleg op te starten, brengt de raadgevende commissie overeenkomstig artikel 16, § 1, advies uit over de beslechting van het geschilpunt. In dat geval wordt, voor de toepassing van artikel 16, § 1, de raadgevende commissie geacht te zijn ingesteld op de datum waarop de termijn van zestig dagen verstrijkt.

§ 3. In het geval bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, brengt de raadgevende commissie overeenkomstig artikel 16, § 1, een advies uit over de beslechting van het geschilpunt.

§ 4. Indien de raadgevende commissie geen advies uitbrengt binnen de in paragraaf 2, eerste lid, bedoelde termijn, is de in artikel 14, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup> bedoelde vergoeding, niet verschuldigd.

#### HOOFDSTUK 8. — *Benoemingen door bevoegde rechtbanken*

**Art. 9.** § 1. Indien een raadgevende commissie niet is ingesteld binnen de in artikel 8, § 1, vierde lid, vastgestelde termijn, kan de betrokken persoon om de raadgevende commissie in te stellen, een vordering instellen bij de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, zetelend zoals in kortgeding.

§ 2. Indien de bevoegde autoriteit heeft nagelaten ten minste één vooraanstaande onafhankelijke persoon en een plaatsvervanger te benoemen, kan de betrokken persoon de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg verzoeken een vooraanstaande onafhankelijke persoon en zijn plaatsvervanger te benoemen uit de in artikel 11 bedoelde lijst.

Indien zowel de bevoegde autoriteit als de buitenlandse autoriteit hebben nagelaten ten minste één vooraanstaande onafhankelijke persoon en een plaatsvervanger te benoemen, kan de betrokken persoon de rechtbank van eerste aanleg verzoeken de beide vooraanstaande onafhankelijke personen te benoemen uit de in artikel 11 bedoelde lijst.

Deze vooraanstaande onafhankelijke personen benoemen overeenkomstig artikel 10, § 3, de voorzitter door loting uit de in artikel 11 bedoelde lijst.

Indien meer dan één betrokken persoon is betrokken bij het geschilpunt, delen de betrokken personen het verzoek om de vooraanstaande onafhankelijke personen en hun plaatsvervangers te benoemen mee aan elk van hun respectievelijke woonstaten.

Indien slechts één persoon is betrokken bij het geschilpunt, deelt de betrokken persoon het verzoek om de vooraanstaande onafhankelijke personen en hun plaatsvervangers te benoemen mee aan de bevoegde autoriteit of de buitenlandse autoriteit van de lidstaat die nagelaten heeft ten minste één vooraanstaande onafhankelijke persoon en een plaatsvervanger te benoemen.

§ 3. De vorderingen bedoeld in paragrafen 1 en 2 worden pas ingesteld na het verstrijken van de in artikel 8, § 1, bedoelde termijn van 120 dagen en binnen een termijn van 30 dagen na het verstrijken van die voormelde termijn.

§ 4. In de gevallen bedoeld in paragraaf 2 stelt de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg zetelend zoals in kortgeding de vooraanstaande onafhankelijke personen aan overeenkomstig artikel 1680, § 1, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

Les décisions de nomination ou de remplacement des personnalités indépendantes ne sont pas susceptibles de recours. Toutefois, un appel peut être formé contre une telle décision si le président du tribunal de première instance a décidé de ne pas procéder à une nomination.

Le tribunal de première instance notifie la nomination à l'autorité compétente. L'autorité compétente informe les États membres concernés de la désignation.

#### CHAPITRE 9. — *La commission consultative*

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. La commission consultative visée à l'article 8 est composée comme suit :

1° un président ;

2° un représentant de l'autorité compétente et un représentant de l'autorité étrangère. Si l'autorité compétente et l'autorité étrangère en conviennent, le nombre de ces représentants peut être porté à deux par autorité ;

3° une personnalité indépendante qui est nommée par l'autorité compétente et une personnalité indépendante nommée par l'autorité étrangère à partir de la liste visée à l'article 11. Si l'autorité compétente et l'autorité étrangère en conviennent, le nombre des personnalités ainsi désignées peut être porté à deux par autorité.

§ 2. Les règles applicables à la nomination des personnalités indépendantes sont convenues entre l'autorité compétente et l'autorité étrangère. À la suite de la nomination des personnalités indépendantes, un suppléant est nommé pour chacune d'entre elles, conformément aux dispositions relatives à la nomination des personnalités indépendantes, pour le cas où celles-ci seraient empêchées de remplir leurs fonctions.

§ 3. Lorsqu'il n'a pas été convenu de règles applicables à la nomination de personnalités indépendantes conformément au paragraphe 2, il est procédé à la nomination de ces personnes par tirage au sort.

§ 4. Sauf dans le cas où les personnalités indépendantes ont été nommées par le président du tribunal de première instance conformément à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, l'autorité compétente peut récuser toute personnalité indépendante pour tout motif convenu à l'avance entre l'autorité compétente et l'autorité étrangère ou pour un quelconque des motifs suivants :

1° la personnalité en question appartient à l'une des administrations fiscales concernées, ou exerce des fonctions pour le compte de l'une de ces administrations, ou s'est trouvée dans une telle situation à un moment donné au cours des trois années précédentes ;

2° la personnalité détient ou a détenu une participation importante ou un droit de vote dans l'une des personnes concernées, ou elle a été l'employée ou la conseillère de l'une des personnes concernées, à un moment donné au cours des cinq années précédant la date de sa nomination ;

3° la personnalité ne présente pas suffisamment de garanties d'objectivité pour le règlement du ou des différends à trancher ;

4° la personnalité est employée au sein d'une entreprise qui fournit des conseils fiscaux ou donne des conseils fiscaux à titre professionnel ou s'est trouvée dans une telle situation à un moment donné au cours d'une période d'au moins trois ans avant la date de sa nomination.

§ 5. L'autorité compétente et l'autorité étrangère peuvent demander qu'une personnalité qui a été nommée conformément aux paragraphes 2 ou 3, ou son suppléant, déclare tout intérêt, toute relation ou tout autre élément qui serait de nature à nuire à son indépendance ou à son impartialité ou qui pourrait raisonnablement donner une impression de partialité au cours de la procédure.

Pendant une période de douze mois suivant la date à laquelle la décision de la commission consultative a été rendue, une personnalité indépendante faisant partie de la commission consultative ne peut se trouver dans une situation qui aurait pu conduire une autorité compétente à s'opposer à sa nomination.

§ 6. Les représentants de l'autorité compétente et de l'autorité étrangère et les personnalités indépendantes nommées conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, choisissent un président à partir de la liste des personnes visée à l'article 11.

Tegen de beslissingen tot aanstelling of tot vervanging van de vooraanstaande onafhankelijke persoon kan geen rechtsmiddel worden ingesteld. Evenwel kan tegen deze beslissing hoger beroep worden ingesteld wanneer de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg besliste om geen aanstelling te doen.

De rechtbank van eerste aanleg stelt de bevoegde autoriteit in kennis van de benoeming. De bevoegde autoriteit stelt de betrokken lidstaten in kennis van de benoeming.

#### HOOFDSTUK 9. — *De raadgevende commissie*

**Art. 10.** § 1. De in artikel 8 bedoelde raadgevende commissie is als volgt samengesteld :

1° één voorzitter ;

2° één vertegenwoordiger van de bevoegde autoriteit en één vertegenwoordiger van de buitenlandse autoriteit. Indien de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit het erover eens zijn kan het aantal vertegenwoordigers worden verhoogd tot twee per autoriteit ;

3° één vooraanstaande onafhankelijke persoon die door de bevoegde autoriteit wordt benoemd en één vooraanstaande persoon die door de buitenlandse autoriteit wordt benoemd uit de in artikel 11 bedoelde lijst. Indien de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit het erover eens zijn kan het aantal benoemde personen worden verhoogd tot twee per autoriteit.

§ 2. De bepalingen voor de benoeming van de vooraanstaande onafhankelijke personen worden overeengekomen tussen de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit. Na de benoeming van de vooraanstaande onafhankelijke personen wordt in overeenstemming met de voor de benoeming van de vooraanstaande onafhankelijke personen geldende bepalingen voor ieder van hen een plaatsvervanger benoemd voor de gevallen waarin de vooraanstaande onafhankelijke personen verhinderd zijn hun functie uit te oefenen.

§ 3. Indien er over de bepalingen voor de benoeming van vooraanstaande onafhankelijke personen geen overeenstemming is bereikt overeenkomstig paragraaf 2, geschiedt de benoeming van die personen door loting.

§ 4. Tenzij de vooraanstaande onafhankelijke personen door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg volgens de bepalingen van artikel 9, § 1, zijn benoemd, kan de bevoegde autoriteit bezwaar maken tegen de benoeming van een bepaalde vooraanstaande onafhankelijke persoon om elke vooraf tussen de bevoegde autoriteit en buitenlandse autoriteit overeengekomen reden of om een van de volgende redenen :

1° de persoon behoort tot of werkt namens één van de betrokken belastingadministraties of heeft op een bepaald moment tijdens de drie voorafgaande jaren in die situatie verkeerd ;

2° de persoon heeft een deelneming van betekenis of stemrecht in één van de betrokken personen in kwestie, of heeft die er in de loop van de vijf jaar vóór zijn benoeming gehad, of is er werknemer of adviseur, of is dat in de loop van de vijf jaar vóór zijn benoeming geweest ;

3° de persoon biedt onvoldoende garanties om het geschil of de geschillen objectief te behandelen ;

4° de persoon is een werknemer van een bedrijf dat belastingadvies verleent of anderszins beroepsmatig belastingadvies verleent, of heeft in de loop van een periode van ten minste drie jaar vóór zijn benoeming in die situatie verkeerd.

§ 5. De bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit kunnen eisen dat een overeenkomstig de paragrafen 2 of 3, benoemde vooraanstaande persoon of zijn plaatsvervanger openheid van zaken geeft wat betreft belangen, relaties of andere aangelegenheden die naar verwachting de onafhankelijkheid of onpartijdigheid van die persoon kunnen beïnvloeden, of waarvan redelijkerwijs kan worden aangenomen dat die persoon de procedurehandelingen met vooringenomenheid zal ingaan.

Gedurende een periode van twaalf maanden nadat het besluit van de raadgevende commissie is genomen, mag een vooraanstaande onafhankelijke persoon die deel uitmaakt van de raadgevende commissie, niet in een situatie verkeren die voor een bevoegde autoriteit een aanleiding zou zijn geweest om bezwaar te maken tegen zijn benoeming.

§ 6. De vertegenwoordigers van de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit en de vooraanstaande onafhankelijke personen die overeenkomstig paragraaf 1 zijn benoemd, kiezen een voorzitter uit de in artikel 11 bedoelde lijst van personen.

CHAPITRE 10. — *Liste des personnalités indépendantes*

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement nomme au moins trois personnes compétentes et indépendantes et capables d'agir de manière impartiale et intègre afin de permettre l'établissement de la liste des personnalités indépendantes comprenant l'ensemble des personnalités indépendantes proposées par les États membres.

§ 2. Le Gouvernement notifie à la Commission européenne les noms des personnalités indépendantes qu'il a nommées.

Le Gouvernement communique également à la Commission européenne des informations complètes et actualisées sur le parcours académique et professionnel de ces personnes, leurs compétences, leur expertise et les éventuels conflits d'intérêts.

§ 3. Le Gouvernement informe sans tarder la Commission européenne de toute modification apportée à la liste des personnalités indépendantes qui ont été désignées par lui.

En ce qui concerne le retrait des personnalités indépendantes de la liste, l'autorité compétente en informe ces personnalités indépendantes par lettre recommandée au moyen d'une décision motivée.

§ 4. Lorsque l'autorité compétente a de bonnes raisons de s'opposer au maintien d'une personnalité indépendante sur la liste susmentionnée en raison d'un manque d'indépendance, elle en informe la Commission européenne et fournit des éléments de preuve appropriés qui étayaient ses préoccupations.

§ 5. Si la Commission européenne a notifié à la Belgique l'opposition d'un autre État membre et les éléments de preuve avancés à l'encontre de l'indépendance d'une personnalité indépendante, l'autorité compétente belge examine cette opposition et les éléments de preuve s'y rapportant dans les six mois. Puis l'autorité compétente décide de maintenir ou non cette personne sur la liste.

L'autorité compétente en informe ensuite la Commission européenne sans tarder.

CHAPITRE 11. — *La commission de règlement alternatif des différends*

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. L'autorité compétente et l'autorité étrangère peuvent convenir de constituer une commission de règlement alternatif des différends en lieu et place de la commission consultative visée à l'article 8. L'autorité compétente et l'autorité étrangère peuvent également convenir de constituer un comité permanent.

§ 2. Excepté en ce qui concerne les règles relatives à l'indépendance de ses membres énoncées à l'article 10, §§ 4 et 5, la commission de règlement alternatif des différends peut différer de la commission consultative en ce qui concerne sa composition et sa forme.

Une commission de règlement alternatif des différends peut appliquer, le cas échéant, toute autre procédure ou technique de règlement des différends pour trancher le différend d'une manière contraignante.

§ 3. L'autorité compétente et l'autorité étrangère conviennent des règles de fonctionnement conformément à l'article 13.

§ 4. Les articles 14 et 15 s'appliquent à la commission de règlement alternatif des différends, à moins qu'il en ait été convenu autrement dans les règles de fonctionnement visées à l'article 13.

CHAPITRE 12. — *Règles de fonctionnement de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends*

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. L'autorité compétente communique, dans le délai de 120 jours prévus à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, à la personne concernée, les informations suivantes :

1° les règles de fonctionnement de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends ;

2° la date à laquelle l'avis sur le règlement du différend doit avoir été rendu ;

3° les références à toute disposition juridique du droit interne des États membres applicable et à tout accord ou convention applicable.

§ 2. Les règles de fonctionnement sont signées entre l'autorité compétente et l'autorité étrangère de chaque État membre concerné par le différend.

Les règles de fonctionnement prévoient :

1° la description et les caractéristiques du différend ;

2° le mandat sur lequel l'autorité compétente et la ou les autorités étrangères s'accordent en ce qui concerne les questions juridiques et factuelles à régler ;

HOOFDSTUK 10. — *Lijst van vooraanstaande onafhankelijke personen*

**Art. 11.** § 1. De Regering benoemt ten minste drie personen die bekwaam en onafhankelijk zijn, en in staat zijn onpartijdig en integer te handelen teneinde een lijst vast te stellen van vooraanstaande onafhankelijke personen bestaande uit alle door de lidstaten benoemde vooraanstaande onafhankelijke personen.

§ 2. De Regering stelt de Europese Commissie in kennis van de namen van de vooraanstaande onafhankelijke personen die hij heeft benoemd.

De Regering verstrekt de Europese Commissie tevens volledige en actuele informatie over de professionele en academische achtergrond, bekwaamheid en deskundigheid van deze personen en over elk belangenconflict dat zij mogelijk hebben.

§ 3. De Regering stelt de Europese Commissie onverwijld in kennis van alle wijzigingen die in de lijst van de door hem aangewezen vooraanstaande onafhankelijke personen worden aangebracht.

Wat betreft de verwijdering van de vooraanstaande onafhankelijke personen van de lijst, stelt de bevoegde autoriteit de vooraanstaande onafhankelijke personen hiervan bij aangetekend schrijven in kennis door middel van een met redenen omklede beslissing.

§ 4. Indien de bevoegde autoriteit gegronde redenen heeft om bezwaar te maken tegen het behoud van een vooraanstaande onafhankelijke persoon op de bovengenoemde lijst vanwege een gebrek aan onafhankelijkheid, stelt ze de Europese Commissie daarvan in kennis en onderbouwt ze haar bezorgdheid met passende bewijzen.

§ 5. Indien de Europese Commissie België in kennis heeft gesteld van de bezwaren en bijhorende bewijzen die een andere lidstaat heeft ten aanzien van de onafhankelijkheid van een vooraanstaande onafhankelijke persoon dan onderzoekt de bevoegde autoriteit binnen de zes maanden deze bezwaren en bijhorende bewijzen en neemt ze het besluit of de persoon al dan niet op de voormelde lijst gehandhaafd wordt.

De bevoegde autoriteit stelt de Europese Commissie vervolgens onverwijld in kennis van haar besluit.

HOOFDSTUK 11. — *De commissie voor alternatieve geschilbeslechting*

**Art. 12.** § 1. De bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit kunnen overeenkomen om in plaats van een in artikel 8 bedoelde raadgevende commissie, een commissie voor alternatieve geschilbeslechting in te stellen. De bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit kunnen ook overeenkomen om een permanente commissie in te stellen.

§ 2. Behalve wat betreft de bepalingen van artikel 10, §§ 4 en 5, inzake de onafhankelijkheid van haar leden, kan de commissie voor alternatieve geschilbeslechting qua vorm en samenstelling verschillen van de raadgevende commissie.

Een commissie voor alternatieve geschilbeslechting kan, desgevallend, elke geschilbeslechtingsprocedure of -techniek toepassen om het geschilpunt op bindende wijze op te lossen.

§ 3. De bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit komen overeenkomstig artikel 13 de werkingsregels overeen.

§ 4. De artikelen 14 en 15 zijn van toepassing op de commissie voor alternatieve geschilbeslechting, tenzij in de werkingsregels bedoeld in artikel 13 anders is overeengekomen.

HOOFDSTUK 12. — *Werkingsregels van de raadgevende commissie of van de commissie voor alternatieve geschilbeslechting*

**Art. 13.** § 1. De bevoegde autoriteit stelt de betrokken persoon binnen de in artikel 8, § 1, vierde lid, voorziene termijn van 120 dagen in kennis van volgende gegevens :

1° de werkingsregels van de raadgevende commissie of van de commissie voor alternatieve geschilbeslechting ;

2° de termijn waarbinnen het advies over de beslechting van het geschilpunt moet worden uitgebracht ;

3° verwijzingen naar alle toepasselijke bepalingen van intern recht van de lidstaten en alle toepasselijke overeenkomsten of verdragen.

§ 2. De werkingsregels worden ondertekend tussen de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit van elke lidstaat die bij het geschil betrokken is.

De werkingsregels bevatten :

1° de beschrijving en de kenmerken van het geschilpunt ;

2° het mandaat waarover de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit of autoriteiten overeenstemming bereiken wat de te regelen juridische en feitelijke kwesties betreft ;

3° la forme de l'organe de règlement des différends, soit une commission consultative, soit une commission de règlement alternatif des différends, ainsi que le type de procédure pour tout règlement alternatif des différends, si elle diffère de la procédure d'avis indépendant appliquée par une commission consultative ;

4° le calendrier de la procédure de règlement des différends ;

5° la composition de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends, comprenant le nombre de membres et leurs noms, des détails quant à leurs compétences et leurs qualifications ainsi qu'une communication relative aux conflits d'intérêts éventuels ;

6° les règles régissant la participation de la personne concernée et des tiers à la procédure, les échanges de notes, d'informations et d'éléments de preuve, les frais, le type de procédure de règlement de différend à utiliser et toute autre question procédurale ou organisationnelle pertinente ;

7° les modalités logistiques pour les travaux et la remise de l'avis de la commission consultative.

Si une commission consultative est constituée pour rendre un avis en vertu de l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, seules les informations visées à l'alinéa 2, 1°, 4°, 5°, et 6°, figurent dans les règles de fonctionnement.

§ 3. Si les règles de fonctionnement sont incomplètes ou si la personne concernée n'a pas été informée des règles de fonctionnement, les règles de fonctionnement standard établies par la Commission européenne sont applicables.

§ 4. Lorsque l'autorité compétente n'a pas notifié les règles de fonctionnement à la personne concernée conformément aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, les personnalités indépendantes et le président complètent les règles de fonctionnement sur la base des règles de fonctionnement standard visées au paragraphe 3 et les transmettent à la personne concernée dans un délai de deux semaines à compter de la date de la constitution de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends.

Lorsque les personnalités indépendantes et le président ne se sont pas accordés sur les règles de fonctionnement ou ne les ont pas notifiées à la personne concernée, les personnes concernées peuvent saisir, comme en référé, le président du tribunal de première instance afin d'obtenir une ordonnance aux fins de fixation et d'exécution des règles de fonctionnement standard visées au paragraphe 3.

#### CHAPITRE 13. — *Frais de procédure*

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. A moins que l'autorité compétente et l'autorité étrangère en soient convenues autrement, les frais suivants sont répartis en parts égales entre les États membres concernés :

1° le défraiement des personnalités indépendantes pour un montant correspondant à la moyenne des montants habituellement remboursés aux hauts fonctionnaires de Belgique et des États membres concernés ;

2° la rémunération des personnalités indépendantes est, le cas échéant, limitée à 1.000 euros par personne et par jour de réunion de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends.

Les frais exposés par la personne concernée ne sont pas à la charge des États membres.

§ 2. Lorsque l'autorité compétente et l'autorité étrangère conviennent que ces frais sont à la charge de la personne concernée, la personne concernée supporte les frais visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, lorsqu'elle a présenté :

1° une notification de retrait de réclamation en vertu de l'article 5, § 7 ; ou

2° une demande au titre des dispositions de l'article 8, § 1<sup>er</sup>, à la suite d'un rejet intervenu conformément à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, et après que la commission consultative a statué que c'est à bon droit que l'autorité compétente et la ou les autorités étrangères ont rejeté la réclamation le cas échéant.

#### CHAPITRE 14. — *Renseignements, éléments de preuve et auditions*

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Aux fins de la procédure visée à l'article 8, dans la mesure où l'autorité compétente et l'autorité étrangère y consentent, la ou les personnes concernées peuvent fournir à la commission consultative ou à la commission de règlement alternatif des différends tous renseignements, éléments de preuve et documents susceptibles d'être utiles pour la décision.

3° de vorm van het geschilbeslechtsorgaan, ofwel een raadgevende commissie, ofwel een commissie voor alternatieve geschilbeslechting, alsmede het soort procedure voor de alternatieve geschilbeslechting, indien de procedure verschilt van die van het onafhankelijke advies door een raadgevende commissie ;

4° de kalender van de geschilbeslechtsprocedure ;

5° de samenstelling van de raadgevende commissie of van de commissie voor alternatieve geschilbeslechting, met inbegrip van het aantal en de namen van de leden, gegevens over hun bekwaamheid en kwalificaties, en informatie over eventuele belangenconflicten van de leden ;

6° de regels voor deelname van de betrokken persoon en derde partijen aan de procedure, de uitwisselingen van memoranda, inlichtingen en bewijsstukken, de kosten, het soort geschilbeslechtsprocedure dat gebruikt wordt en alle andere relevante procedurele of organisatorische aangelegenheden ;

7° de logistieke regelingen voor de werking en het uitbrengen van het advies van de raadgevende commissie.

Indien een raadgevende commissie overeenkomstig artikel 8, § 1, eerste lid, 1°, is ingesteld om een advies uit te brengen, dan bevatten de werkingsregels alleen de in het tweede lid, 1°, 4°, 5° en 6°, bedoelde informatie.

§ 3. Indien de werkingsregels onvolledig zijn of de betrokken persoon niet in kennis werd gesteld van de werkingsregels, gelden de door de Europese Commissie opgestelde standaardwerkingsregels.

§ 4. Indien de bevoegde autoriteit geen kennis heeft gegeven van de werkingsregels aan de betrokken persoon overeenkomstig de paragrafen 1 en 2, worden deze door de vooraanstaande onafhankelijke personen en de voorzitter aangevuld op basis van de in paragraaf 3 bedoelde standaardwerkingsregels en aan de betrokken persoon toegezonden binnen een termijn van twee weken, te rekenen vanaf de datum waarop de raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschilbeslechting is ingesteld.

Wanneer de vooraanstaande onafhankelijke personen en de voorzitter geen overeenstemming hebben bereikt over de werkingsregels of de betrokken persoon daarvan niet in kennis werd gesteld, kunnen de betrokken personen een vordering instellen, zoals in kortgeding, bij de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg om een beschikking te verkrijgen die bevel geeft tot vaststelling en uitvoering van de standaardwerkingsregels bedoeld in paragraaf 3.

#### HOOFDSTUK 13. — *Kosten van de procedurehandelingen*

**Art. 14.** § 1. Tenzij de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit anders zijn overeengekomen, worden de hierna genoemde kosten gelijk tussen de betrokken lidstaten verdeeld :

1° de uitgaven van de vooraanstaande onafhankelijke personen, die een bedrag vormen dat gelijk is aan het gemiddelde van de gebruikelijke terugbetaling aan hoge ambtenaren van België en de betrokken lidstaten ;

2° de vergoeding van de vooraanstaande onafhankelijke personen, indien van toepassing, die beperkt is tot 1.000 euro per persoon per dag voor iedere dag dat de raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschilbeslechting bijeenkomt.

De kosten die de betrokken persoon maakt, worden niet door de lidstaten gedragen.

§ 2. Indien de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit het erover eens zijn dat die kosten worden gedragen door de betrokken persoon, draagt de betrokken persoon de kosten bedoeld in paragraaf 1, als deze :

1° een kennisgeving van intrekking van de klacht heeft ingediend, overeenkomstig artikel 5, § 7 ; of

2° na een afwijzing uit hoofde van artikel 7, § 1, een verzoek overeenkomstig artikel 8, § 1, heeft ingediend en de raadgevende commissie heeft besloten dat de bevoegde autoriteit en in voorkomend geval de buitenlandse autoriteit of autoriteiten de klacht terecht hebben afgewezen.

#### HOOFDSTUK 14. — *Inlichtingen, bewijsmiddelen en hoorzittingen*

**Art. 15.** § 1. Ten behoeve van de in artikel 8 bedoelde procedure kunnen de betrokken persoon of personen, indien de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit het erover eens zijn, aan de raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschilbeslechting alle inlichtingen, bewijsmiddelen en stukken verschaffen die van dienst kunnen zijn om tot een besluit te komen.

La personne concernée et l'autorité compétente fournissent tous renseignements, éléments de preuve ou documents, à la demande de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends.

Toutefois, l'autorité compétente peut refuser de fournir des renseignements à la commission consultative dans chacun des cas suivants :

1° l'obtention des renseignements nécessite de prendre des mesures administratives qui vont à l'encontre du droit interne ;

2° les renseignements ne peuvent être obtenus en vertu du droit interne ;

3° les renseignements concernent des secrets commerciaux, industriels ou professionnels, ou des procédés commerciaux ;

4° la divulgation des renseignements est contraire à l'ordre public.

§ 2. Les personnes concernées peuvent, à leur demande et avec l'accord de l'autorité compétente et de l'autorité étrangère, se présenter ou se faire représenter devant une commission consultative ou une commission de règlement alternatif des différends. Si la commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends le requiert, les personnes concernées se présentent devant elle ou s'y font représenter.

CHAPITRE 15. — *Avis de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends*

**Art. 16. § 1<sup>er</sup>.** La commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends rend son avis à l'autorité compétente et à l'autorité étrangère au plus tard six mois à compter de la date à laquelle elle a été constituée.

Lorsque la commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends estime que le différend est tel qu'elle aurait besoin de plus de six mois pour rendre un avis, ce délai peut être prolongé de trois mois.

La commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends informe l'autorité compétente et l'autorité étrangère ainsi que les personnes concernées de cette prorogation.

§ 2. La commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends fonde son avis sur les dispositions de l'accord ou de la convention applicable visé à l'article 3, ainsi que sur toute règle nationale applicable.

§ 3. La commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends se prononce à la majorité simple de ses membres. En l'absence de majorité, la voix du président est prépondérante pour l'avis. Le président communique l'avis de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends à l'autorité compétente et à l'autorité étrangère.

§ 4. Si la commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends ne rend pas d'avis dans les délais prévus au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'indemnité visée à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, n'est pas due.

CHAPITRE 16. — *Décision définitive*

**Art. 17. § 1<sup>er</sup>.** Dans un délai de six mois à compter de la notification de l'avis de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends, l'autorité compétente et l'autorité étrangère conviennent de la manière de régler le différend.

§ 2. L'autorité compétente et l'autorité étrangère peuvent prendre une décision qui s'écarte de l'avis de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends.

Toutefois, si l'autorité compétente et l'autorité étrangère ne parviennent pas à un accord sur la manière de régler le différend, l'avis de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends est contraignant pour l'autorité compétente et l'autorité étrangère.

§ 3. L'autorité compétente notifie sans tarder à la personne concernée la décision définitive visée au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Si la personne concernée est un habitant du Royaume, conformément à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1°, du Code des impôts sur les revenus 1992, ou est une société résidente conformément à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 5°, b), du Code des impôts sur les revenus 1992, et qu'elle n'a pas été informée de la décision prise dans un délai de trente jours, elle peut saisir le tribunal de première instance en référé pour obtenir la décision définitive.

Op verzoek van de raadgevende commissie of van de commissie voor alternatieve geschilbeslechting verschaffen de betrokken persoon en de bevoegde autoriteit alle inlichtingen, bewijsmiddelen en stukken.

De bevoegde autoriteit mag in elk van de volgende gevallen echter weigeren om inlichtingen aan de raadgevende commissie te verstrekken :

1° voor het verkrijgen van de inlichtingen moeten administratieve maatregelen worden genomen die in strijd zijn met de interne regelgeving ;

2° de inlichtingen zijn op grond van de interne regelgeving niet verkrijgbaar ;

3° de inlichtingen hebben betrekking op handelsgeheimen, bedrijfsgeheimen, nijverheidsgeheimen, beroepsgeheimen of op een fabrieks- of handelswerkwijze ;

4° de bekendmaking van de inlichtingen is in strijd met de openbare orde.

§ 2. De betrokken personen kunnen op eigen verzoek en met instemming van de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit voor een raadgevende commissie of een commissie voor alternatieve geschilbeslechting verschijnen of zich daar laten vertegenwoordigen. Indien de raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschilbeslechting dat verlangt, zijn de betrokken personen gehouden voor haar te verschijnen of zich er te laten vertegenwoordigen.

HOOFDSTUK 15. — *Advies van de raadgevende commissie of van de commissie voor alternatieve geschilbeslechting*

**Art. 16. § 1.** De raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschilbeslechting brengt uiterlijk zes maanden na de datum waarop zij is ingesteld, advies uit aan de bevoegde autoriteit en buitenlandse autoriteit.

Indien de raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschilbeslechting van oordeel is dat het geschilpunt van zodanige aard is dat meer dan zes maanden nodig zijn om advies te kunnen uitbrengen, kan deze termijn met drie maanden worden verlengd.

De raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschilbeslechting stelt de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit alsook de betrokken personen van deze verlenging in kennis.

§ 2. De raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschilbeslechting baseert haar advies op de bepalingen van de toepasselijke overeenkomsten of verdragen bedoeld in artikel 3 alsmede op eventuele toepasselijke nationale voorschriften.

§ 3. De raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschilbeslechting neemt haar advies aan met gewone meerderheid van haar leden. Indien geen meerderheid kan worden bereikt, is de stem van de voorzitter bepalend voor het advies. De voorzitter deelt het advies van de raadgevende commissie of van de commissie voor alternatieve geschilbeslechting mee aan de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit.

§ 4. Indien de raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschilbeslechting geen advies uitbrengt binnen de in paragraaf 1 voorziene termijnen, is de in artikel 14, § 1, eerste lid, 2°, bedoelde vergoeding, niet verschuldigd.

HOOFDSTUK 16. — *Eindbesluit*

**Art. 17. § 1.** Binnen een termijn van zes maanden na de kennisgeving van het advies van de raadgevende commissie of van de commissie voor alternatieve geschilbeslechting bereiken de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit overeenstemming over de beslechting van het geschilpunt.

§ 2. De bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit kunnen een besluit nemen dat afwijkt van het advies van de raadgevende commissie of van de commissie voor alternatieve geschilbeslechting.

Indien de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit er echter niet in slagen overeenstemming over de beslechting van het geschilpunt te bereiken, is het advies van de raadgevende commissie of van de commissie voor alternatieve geschilbeslechting bindend voor de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit.

§ 3. De bevoegde autoriteit brengt het in paragraaf 1 bedoelde eindbesluit onverwijld ter kennis van de betrokken persoon.

Ingeval de betrokken persoon een rijksinwoner is overeenkomstig artikel 2, § 1, 1°, van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 of een binnenlandse vennootschap overeenkomstig artikel 2, § 1, 5°, b), van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 en niet binnen een termijn van dertig dagen na het nemen van besluit in kennis is gebracht, kan hij zich volgens de procedure in kortgeding tot de rechtbank van eerste aanleg wenden om het eindbesluit te verkrijgen.

§ 4. La décision définitive est contraignante pour les États membres concernés mais ne constitue pas un précédent.

La décision définitive est mise en œuvre, à condition que la ou les personnes concernées l'acceptent et renoncent au droit à toute voie de recours dans un délai de soixante jours à compter de la date à laquelle la décision définitive a été notifiée.

La décision définitive n'est pas exécutée si un jugement ou un arrêt décide que la commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends n'était pas suffisamment indépendante, compte tenu des dispositions de l'article 10, § 4.

Si la décision définitive n'est pas exécutée, la personne concernée peut, conformément aux articles 1385*decies* et 1385*undecies* du Code judiciaire, saisir le tribunal de première instance afin de la faire exécuter.

#### CHAPITRE 17. — *Interaction avec les procédures et dérogations nationales*

**Art. 18. § 1<sup>er</sup>.** La personne concernée peut faire usage de la procédure visée dans la présente ordonnance même dans le cas d'un avis d'imposition devenu définitif ou d'une décision du directeur général du Service public régional Bruxelles Fiscalité qui a abouti au règlement du différend de façon définitive.

§ 2. Le fait que le différend soit traité par la procédure amiable ou la procédure de règlement des différends, visées respectivement aux articles 6 et 8, n'empêche pas la Région de Bruxelles-Capitale d'engager ou de poursuivre, pour la même affaire, des procédures judiciaires ou des procédures visant à appliquer des sanctions administratives et pénales.

§ 3. Si la personne concernée a mis en œuvre une voie de recours, les délais visés respectivement à l'article 5, § 5, et à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, courent à compter de la date à laquelle un jugement prononcé dans le cadre de ladite procédure devient définitif, ou à laquelle ladite procédure a été définitivement close par un autre moyen, ou lorsque la procédure a été suspendue.

§ 4. Si la juridiction compétente a prononcé sur un différend une décision ayant acquis l'autorité de la chose jugée, et si la Région de Bruxelles-Capitale ne peut déroger à cette décision, l'autorité compétente notifie à l'autorité étrangère la décision de cette juridiction, et :

1° la procédure amiable visée à l'article 6 prend fin à compter de la date de cette notification si aucun accord n'est intervenu sur le différend à la date de cette notification ;

2° les dispositions de l'article 8, § 1<sup>er</sup>, ne peuvent plus être invoquées par la personne concernée si le différend est resté sans solution pendant toute la durée de la procédure amiable visée à l'article 6 ;

3° il est mis fin à la procédure de règlement des différends visée à l'article 8 si la décision de la juridiction compétente a été rendue après qu'une demande a été présentée par une personne concernée au titre de l'article 8, § 1<sup>er</sup>, mais avant que la commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends n'ait rendu son avis aux autorités compétentes des États membres concernés conformément à l'article 16. En outre, l'autorité compétente informe la commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends des conséquences de la décision de la juridiction compétente.

§ 5. L'introduction d'une réclamation, comme prévue à l'article 5, met fin à toute procédure amiable ou procédure de règlement des différends en cours au titre d'un accord ou d'une convention donnant lieu à une interprétation ou à une application dans le cadre du différend en question. La fin de la procédure prend effet à la date de réception de la réclamation par l'autorité compétente ou l'autorité étrangère.

§ 6. Par dérogation à l'article 8, l'autorité compétente peut refuser l'accès à la procédure de règlement des différends au titre de l'article 8 dans les cas ont été infligées, dans l'ordre juridique interne, des sanctions en rapport avec les revenus ou capitaux corrigés pour une fraude fiscale, omission intentionnelle et négligence grave.

Lorsque des procédures judiciaires ou administratives susceptibles d'aboutir à de telles sanctions ont été engagées et que lesdites procédures sont menées simultanément à une des procédures visées dans la présente ordonnance, l'autorité compétente peut suspendre les procédures prévues dans la présente ordonnance à compter de la date d'acceptation de la réclamation jusqu'à la date de l'issue définitive desdites procédures.

§ 4. Het eindbesluit is bindend voor de betrokken lidstaten maar vormt geen precedent.

Het eindbesluit wordt uitgevoerd op voorwaarde dat de betrokken persoon of de personen, binnen zestig dagen te rekenen vanaf de kennisgeving van het eindbesluit, het eindbesluit aanvaarden en afzien van het recht om enig rechtsmiddel aan te wenden.

Het eindbesluit wordt niet uitgevoerd indien een vonnis of arrest besluit dat de raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschilbeslechting onvoldoende onafhankelijk was, rekening houdend met de bepalingen van artikel 10, § 4.

Ingeval het eindbesluit niet wordt uitgevoerd, kan de betrokken persoon overeenkomstig de artikelen 1385*decies* en 1385*undecies* van het Gerechtelijk Wetboek een vordering indienen bij de rechtbank van eerste aanleg, teneinde de tenuitvoerlegging ervan af te dwingen.

#### HOOFDSTUK 17. — *Wisselwerking met nationale procedures en afwijkingen*

**Art. 18. § 1.** De betrokken persoon kan gebruik maken van de procedures voorzien in deze ordonnantie zelfs wanneer een besluit over de belastingaanslag onherroepelijk is geworden of de beslissing van de directeur-generaal van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit die het geschilpunt tot gevolg heeft onherroepelijk is geworden.

§ 2. Het feit dat het geschilpunt het voorwerp is van een procedure voor onderling overleg of een geschilbeslechttingsprocedure uit hoofde van respectievelijk artikel 6 en artikel 8, belet het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet om voor diezelfde zaak gerechtelijke procedures of procedures met het oog op de toepassing van administratieve en strafrechtelijke sancties in te stellen of voort te zetten.

§ 3. Indien de betrokken persoon enig rechtsmiddel heeft aangewend, gaan de respectievelijk in artikel 5, § 5, en artikel 6, § 1, genoemde termijnen pas in op de datum waarop de beslissing in die procedure definitief is geworden of waarop die procedurehandelingen anderszins definitief zijn gesloten of wanneer de procedurehandeling werd opgeschort.

§ 4. Indien de bevoegde rechtbank een beslissing over een geschilpunt heeft genomen die in kracht van gewijsde is gegaan, en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet van deze beslissing kan afwijken, dan stelt de bevoegde autoriteit de buitenlandse autoriteit in kennis van de beslissing van deze rechtbank, en :

1° wordt de in artikel 6 bedoelde procedure voor onderling overleg beëindigd met ingang van de datum van die kennisgeving in het geval er op voormelde datum van kennisgeving nog geen overeenstemming is bereikt over het geschilpunt ;

2° kunnen de bepalingen van artikel 8, § 1, niet meer worden ingeroepen door de betrokken persoon indien het geschilpunt onopgelost is gebleven tijdens de gehele duur van de in artikel 6 bedoelde procedure voor onderling overleg ;

3° wordt de geschilbeslechttingsprocedure krachtens artikel 8 beëindigd indien de beslissing van de bevoegde rechtbank is genomen nadat een verzoek door een betrokken persoon was ingediend uit hoofde van artikel 8, § 1, maar voordat de raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschilbeslechting overeenkomstig artikel 16 aan de bevoegde autoriteiten van de betrokken lidstaten advies heeft uitgebracht. Bijkomend stelt de bevoegde autoriteit de raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschilbeslechting in kennis van de gevolgen van de beslissing van de bevoegde rechtbank.

§ 5. De indiening van een klacht zoals voorzien in artikel 5 maakt een einde aan alle lopende procedures voor onderling overleg of geschilbeslechttingsprocedure uit hoofde van een overeenkomst of een verdrag dat wordt uitgeleefd of toegepast in verband met het desbetreffende geschilpunt. De beëindiging vindt ingang op de datum van de eerste ontvangst van de klacht door de bevoegde autoriteit of buitenlandse autoriteit.

§ 6. In afwijking van artikel 8 mag de bevoegde autoriteit de toegang tot de geschilbeslechttingsprocedure uit hoofde van artikel 8 weigeren indien in de interne rechtsorde sancties zijn opgelegd in verband met gecorrigeerde inkomsten of gecorrigeerd vermogen voor belastingfraude, opzettelijk verzuim en grove nalatigheid.

Wanneer er een gerechtelijke of administratieve procedure is opgestart die aanleiding zou kunnen geven tot dergelijke sancties, en deze procedure gelijktijdig met één van de in deze ordonnantie bedoelde procedures wordt gevoerd, kan de bevoegde autoriteit de in deze ordonnantie bedoelde procedures schorsen vanaf de datum van aanvaarding van de klacht tot de datum van het uiteindelijke resultaat van de procedures.

§ 7. L'autorité compétente peut, au cas par cas, refuser l'accès à la procédure de règlement des différends visée à l'article 8 lorsqu'un différend n'a pas trait à une double imposition.

Dans ces cas, l'autorité compétente informe sans tarder la personne concernée et l'autorité étrangère.

#### CHAPITRE 18. — *Publicité*

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Les commissions consultatives et les commissions de règlement alternatif des différends rendent leurs avis visés à l'article 16 par écrit.

§ 2. L'autorité compétente et l'autorité étrangère peuvent convenir de publier dans leur intégralité les décisions définitives visées à l'article 17, sous réserve du consentement de chacune des personnes concernées.

§ 3. Lorsque l'autorité étrangère ou la personne concernée ne consentent pas à la publication de la décision définitive dans son intégralité, l'autorité compétente en publie un résumé.

Ce résumé est accompagné d'une description du différend et de l'objet, de la date, des périodes imposables concernées, de la base juridique, du secteur d'activité et d'une brève description du résultat définitif. Ce résumé comprend également une description de la méthode d'arbitrage utilisée.

Avant de publier les avis conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'autorité compétente communique le résumé à la personne concernée. Au plus tard soixante jours à compter de la réception de ce résumé, la personne concernée peut demander à l'autorité compétente de ne publier aucune information qui concerne un secret commercial, industriel ou professionnel, ou des procédés commerciaux, ou qui est contraire à l'ordre public.

§ 4. L'information visée aux paragraphes 2 et 3 est communiquée via des formulaires types établis par la Commission européenne.

§ 5. L'information mentionnée au paragraphe 3 est communiquée sans tarder par l'autorité compétente à la Commission européenne.

#### CHAPITRE 19. — *Secret professionnel et confidentialité*

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Les membres d'une commission consultative ou d'une commission de règlement alternatif des différends doivent respecter la plus stricte confidentialité des renseignements qu'ils obtiennent en leur qualité de membres d'une commission consultative ou d'une commission de règlement alternatif des différends.

§ 2. La personne concernée et son représentant traitent de manière confidentielle toutes les informations, y compris la connaissance des documents, qu'ils obtiennent au cours de la procédure.

Sur demande de l'autorité compétente, la personne concernée et son représentant déclarent qu'ils traiteront de manière confidentielle toutes les informations, y compris la connaissance des documents, qu'ils obtiennent au cours de la procédure.

**Art. 21.** La violation du secret professionnel, ou de l'obligation de confidentialité visée à l'article 20, est punie conformément à l'article 458 du Code pénal.

#### CHAPITRE 20. — *Protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel*

**Art. 22.** L'autorité compétente est le responsable du traitement au sens de l'article 4, 7), du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, pour le traitement des données à caractère personnel qui sont nécessaires pour l'exécution des dispositions de cette ordonnance.

Les données strictement nécessaires et pertinentes collectées dans le cadre de cette ordonnance sont conservées dans une banque de données. L'autorité compétente gère cette banque de données en sa qualité de responsable du traitement.

Sans préjudice de leur conservation nécessaire pour le traitement ultérieur à des fins archivistiques dans l'intérêt du public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques, visé à l'article 89 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, les communications, renseignements, éléments de preuve et documents seront conservés pendant la durée strictement nécessaire aux finalités poursuivies par cette ordonnance, en tenant compte de la durée nécessaire à la résolution des réclamations introduites sur la base de

§ 7. De bevoegde autoriteit kan de toegang tot de geschilbeslechtsprocedures uit hoofde van artikel 8 van geval tot geval weigeren indien een geschilpunt geen betrekking heeft op dubbele belasting.

In dat geval stelt de bevoegde autoriteit de betrokken persoon en de buitenlandse autoriteit daarvan onverwijld in kennis.

#### HOOFDSTUK 18. — *Openbaarmaking*

**Art. 19.** § 1. Raadgevende commissies en commissies voor alternatieve geschilbeslechting brengen de in artikel 16 bedoelde adviezen schriftelijk uit.

§ 2. De bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit kunnen overeenkomen de eindbesluiten, bedoeld in artikel 17, in hun geheel te publiceren, indien alle betrokken personen daarmee instemmen.

§ 3. Indien de buitenlandse autoriteit of de betrokken persoon niet met de publicatie van het volledige eindbesluit instemmen, publiceert de bevoegde autoriteit een samenvatting van het eindbesluit.

Deze samenvatting bevat een beschrijving van het geschilpunt en het onderwerp, de datum, de betrokken belastingtijdvakken, de rechtsgrondslag, de bedrijfstak en een beknopte beschrijving van het uiteindelijke resultaat. Deze samenvatting omvat ook een beschrijving van de gebruikte wijze van arbitrage.

Alvorens de adviezen te publiceren overeenkomstig paragraaf 1, zendt de bevoegde autoriteit de samenvatting naar de betrokken persoon. Uiterlijk zestig dagen na de ontvangst van deze samenvatting kan de betrokken persoon de bevoegde autoriteit verzoeken geen informatie te publiceren die op een handels-, bedrijfs-, nijverheids- of beroepsgeheim of op een fabrieks- of handelswerkwijze betrekking heeft, of die in strijd is met de openbare orde.

§ 4. De informatie bedoeld in de paragrafen 2 en 3 wordt meegedeeld via de door de Europese Commissie vastgestelde standaardformulieren.

§ 5. De bevoegde autoriteit stelt de Europese Commissie onverwijld in kennis van de informatie bedoeld in paragraaf 3.

#### HOOFDSTUK 19. — *Beroepsgeheim en vertrouwelijkheid*

**Art. 20.** § 1. De leden van een raadgevende commissie of een commissie voor alternatieve geschilbeslechting zijn tot de meest volstrekte geheimhouding gehouden betreffende de informatie die zij verkrijgen in hun hoedanigheid van lid van een raadgevende commissie of een commissie voor alternatieve geschilbeslechting.

§ 2. De betrokken persoon en zijn vertegenwoordiger behandelen alle informatie, met inbegrip van kennis van documenten, die zij tijdens de procedurehandelingen krijgen, als vertrouwelijk.

Op verzoek van de bevoegde autoriteit leggen de betrokken persoon en zijn vertegenwoordiger een verklaring af dat zij alle informatie, met inbegrip van kennis van documenten, die zij tijdens de procedurehandelingen krijgen, als vertrouwelijk behandelen.

**Art. 21.** De schending van het beroepsgeheim of van de vertrouwelijkheidsplicht, vervat in artikel 20, wordt gestraft overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.

#### HOOFDSTUK 20. — *Bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens*

**Art. 22.** De bevoegde autoriteit is de verwerkingsverantwoordelijke in de zin van artikel 4, 7), van de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG, voor de verwerking van persoonsgegevens die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de bepalingen van deze ordonnantie.

De strikt noodzakelijke en pertinente gegevens verzameld in het kader van deze ordonnantie worden bewaard in een databank. De bevoegde autoriteit beheert deze databank in zijn hoedanigheid van verwerkingsverantwoordelijke.

Onverminderd hun noodzakelijke bewaring voor de latere verwerking met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden bedoeld in artikel 89 van de Verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG, worden de mededelingen, inlichtingen, bewijsmiddelen en stukken bewaard gedurende de strikt noodzakelijke duur voor de door deze ordonnantie beoogde doeleinden, rekening houdend met de noodzakelijke duur voor het oplossen van de

l'article 5, de leur prescription, ainsi que de toute procédure portée devant les juridictions compétentes.

**Art. 23.** Préalablement à la publication des décisions définitives et des résumés visés à l'article 19, §§ 2 et 3, ceux-ci doivent être expurgés des données à caractère personnel y mentionnées.

**Art. 24.** Par dérogation à l'article 22, le responsable du traitement au sens de l'article 4, 7), du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est, pour le traitement de données à caractère personnel visé à l'article 11, le Service public régional Bruxelles Fiscalité.

Les données strictement nécessaires et pertinentes collectées dans le cadre de cette ordonnance sont conservées dans une banque de données. Le Service public régional Bruxelles Fiscalité gère cette banque de données en sa qualité de responsable du traitement.

Sans préjudice de leur conservation nécessaire pour le traitement ultérieur à des fins archivistiques dans l'intérêt du public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques, visé à l'article 89 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, les données à caractère personnel visées à l'alinéa 2 sont conservées aussi longtemps que les personnes auxquelles elles se rapportent sont nommées comme personnalités indépendantes. Elles sont supprimées au plus tard un an après que celles-ci cessent d'exercer leurs fonctions.

#### CHAPITRE 21. — Entrée en vigueur

**Art. 25.** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2019, pour les différends relatifs aux revenus ou aux capitaux obtenus à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

L'autorité compétente et l'autorité étrangère peuvent cependant convenir d'appliquer la présente ordonnance en ce qui concerne toute réclamation introduite avant le 1<sup>er</sup> juillet 2019 ou portant sur des exercices d'imposition antérieurs.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 novembre 2019.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du Biculturel d'intérêt régional,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière,

E. VAN DEN BRANDT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Énergie et de la Démocratie participative,

A. MARON

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles,

S. GATZ

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle, de la Transition numérique et des Pouvoirs locaux,

B. CLERFAYT

—  
Note

*Session ordinaire 2019-2020*

Documents du Parlement :

A-29/1 Projet d'ordonnance.

A-29/2 Rapport.

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 15 novembre 2019.

klachten ingediend op basis van artikel 5, hun verjaring, alsook iedere procedure voorgelegd aan de bevoegde rechtbanken.

**Art. 23.** Alvorens tot publicatie over te gaan van de in artikel 19, §§ 2 en 3, bedoelde eindbesluiten en samenvattingen, dienen deze te worden ontdaan van de erin opgenomen persoonsgegevens.

**Art. 24.** In afwijking van artikel 22, is de verwerkingsverantwoordelijke in de zin van artikel 4, 7), van de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG, voor de in artikel 11 bedoelde verwerking van persoonsgegevens, de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

De strikt noodzakelijke en pertinente gegevens verzameld in het kader van het opstellen van de lijst van vooraanstaande onafhankelijke personen worden bewaard in een databank. De Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit beheert deze databank in zijn hoedanigheid van verwerkingsverantwoordelijke.

Onverminderd hun noodzakelijke bewaring voor de latere verwerking met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden bedoeld in artikel 89 van Verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG, worden de in het tweede lid vermelde persoonsgegevens bewaard zolang de personen waarop zij betrekking hebben benoemd zijn als vooraanstaande onafhankelijke personen. Zij worden verwijderd uiterlijk één jaar nadat deze ophouden een vooraanstaande onafhankelijke persoon te zijn.

#### HOOFDSTUK 21. — Inwerkingtreding

**Art. 25.** Deze ordonnantie treedt in werking op 1 juli 2019 betreffende geschillen met betrekking tot inkomsten of vermogen verkregen vanaf 1 januari 2018.

De bevoegde autoriteit en buitenlandse autoriteit kunnen evenwel overeenkomen om deze ordonnantie toe te passen op elke klacht die is ingediend vóór 1 juli 2019 of op eerdere aanslagjaren.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 28 november 2019.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, de promotie van het Imago van Brussel en Biculturele zaken van gewestelijk belang,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid,

E. VAN DEN BRANDT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,

A. MARON

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel,

S. GATZ

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werk en Beroepsopleiding, Digitalisering en de Plaatselijke Besturen,

B. CLERFAYT

—  
Nota

*Gewone zitting 2019-2020*

Documenten van het Parlement :

A-29/1 Ontwerp van ordonnantie.

A-29/2 Verslag.

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 15 november 2019.

TABLEAU DE CONCORDANCE	
Directive (UE) 2017/1852	Avant-projet d'ordonnance
Article 1 <sup>er</sup>	Art. 3 et art. 4, 6°
Article 2	
paragraphe 1 <sup>er</sup>	Art. 4, 1° – 5°
a)	Art. 4, 1°, 3°
b)	Art. 4, 2°
c), renvoie à l'article 1 <sup>er</sup>	Art. 4, 4°, a), b) et c), renvoie à l'art. 3
d)	Art. 4, 5°
paragraphe 2, renvoie à l'article 2, paragraphe 1 <sup>er</sup>	NA
Article 3	
paragraphe 1 <sup>er</sup>	Art. 5, § 1 <sup>er</sup>
a)	Art. 5, § 1 <sup>er</sup>
b)	Art. 5, § 1 <sup>er</sup>
paragraphe 2	Art. 5, §§ 2 et 3
paragraphe 3	Art. 5, § 4, renvoie à l'art. 5, paragraphe 2
a)	Art. 5, § 4, 1°
b)	Art. 5, § 4, 2°
c)	Art. 5, § 4, 3°
d) renvoie à l'article 1 <sup>er</sup>	Art. 5, § 4, 4°, renvoie à l'art. 3
e)	Art. 5, § 4, 5°
i)	Art. 5, § 4, 5°, a)
ii)	Art. 5, § 4, 5°, b)
iii)	Art. 5, § 4, 5°, c)
iv)	Art. 5, § 4, 5°, d)
v), renvoie à l'article 16, paragraphe 5	Art. 5, § 4, 5°, e), renvoie à l'art. 18, § 5
f)	Art. 5, § 4, 6°
paragraphe 4, renvoie à l'article 4	Art. 5, § 5
paragraphe 4, alinéa 1 <sup>er</sup>	Art. 5, § 5, alinéas 1 <sup>er</sup> et 2, renvoie aux articles 5, § 4, 6° et 6
paragraphe 4, alinéa 2	Art. 5, § 5, alinéas 3 et 4, renvoie à l'art. 5, § 4, 6°
paragraphe 5	Art. 5, § 6
paragraphe 5, alinéa 1 <sup>er</sup>	Art. 5, § 6, alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'art. 5, § 4, 6°
paragraphe 5, alinéa 2	Art. 5, § 6, alinéa 2, renvoie à l'art. 5, § 4, 6°
paragraphe 6	Art. 5, §§ 7 et 8
paragraphe 6, alinéa 1 <sup>er</sup>	Art. 5, § 7
paragraphe 6, alinéa 2	Art. 5, § 8, renvoie à l'art. 5, § 1 <sup>er</sup>
Article 4	
paragraphe 1 <sup>er</sup>	Art. 6, § 1 <sup>er</sup>
paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup>	Art. 6, § 1, alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'art. 5
paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 2	Art. 6, § 1, alinéa 2, renvoie à l'art. 6, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup>
paragraphe 2	Art. 6, § 2, renvoie à l'art. 6, § 1 <sup>er</sup>
paragraphe 3	Art. 6, § 3, renvoie à l'art. 6, § 1 <sup>er</sup>
Article 5	
paragraphe 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'article 3, paragraphe 5	Art. 7, § 1 <sup>er</sup>
alinéa 1 <sup>er</sup> , a), renvoie aux articles 3, paragraphe 3 ; 3 paragraphe 3, f) et 3, paragraphe 4	Art. 7, § 1, alinéa 1 <sup>er</sup> , 1°, renvoie aux articles 5, § 4 ; § 4, 6° et § 5, alinéa 3
alinéa 1 <sup>er</sup> , b)	Art. 7, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , 2°

TABLEAU DE CONCORDANCE	
Directive (UE) 2017/1852	Avant-projet d'ordonnance
alinéa 1 <sup>er</sup> , c), renvoie à l'article 3, paragraphe 1 <sup>er</sup>	Art. 7, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , 3 <sup>o</sup> , renvoie à l'art. 5, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 2
alinéa 2, renvoie à l'article 3, paragraphe 5	Art. 7, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 2, renvoie à l'art. 5, § 6
paragraphe 2	Art. 7, § 2, renvoie à l'art. 5, § 4, 6 <sup>o</sup>
paragraphe 3, alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'article 6, paragraphe 1 <sup>er</sup> , a)	Art. 7, § 3, alinéa 1 <sup>er</sup> renvoie aux articles 1385 <i>decies</i> et 1385 <i>undecies</i> du Code judiciaire
a)	Art. 7, § 3, alinéa 2, 1 <sup>o</sup>
b)	Art. 7, § 3, alinéa 2, 2 <sup>o</sup>
c)	Art. 7, § 3, alinéa 2, 3 <sup>o</sup> , renvoie à l'art. 7, § 3, alinéa 2, 1 <sup>o</sup>
paragraphe 3, alinéa 2, renvoie à l'article 6, paragraphe 1 <sup>er</sup> , a)	Art. 7, § 3, alinéa 3, renvoie à l'art. 8, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , 1 <sup>o</sup>
Article 6	
paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'article 8	Art. 8, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup>
a), renvoie à l'article 5, paragraphe 1 <sup>er</sup>	Art. 8, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , 1 <sup>o</sup> , renvoie à l'art. 7, § 1 <sup>er</sup>
b), renvoie à l'article 4, paragraphe 1 <sup>er</sup>	Art. 8, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>o</sup> , renvoie à l'art. 6, § 1 <sup>er</sup>
paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 2, renvoie à l'article 5, paragraphe 1 <sup>er</sup>	Art. 8, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 2, renvoie à l'art. 7, § 1 <sup>er</sup> et art. 8, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup>
paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 3, renvoie aux articles 3, paragraphe 5 ; 4, paragraphe 3 ; 5, paragraphe 3	Art. 8, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 3, renvoie aux articles 5, § 6 ; 6, § 3 ; 7, § 3 ; art. 8, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 4
paragraphe 2	Art. 8, § 2
paragraphe 2, alinéa 1 <sup>er</sup>	Article 8, § 2, alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'art. 8, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , 1 <sup>o</sup> ; article 8, § 2, alinéa 2
paragraphe 2, alinéa 2, renvoie aux articles 3 ; 4 ; 4, paragraphe 1 <sup>er</sup>	Art. 8, § 2, alinéa 3, renvoie aux articles 5 et 6 ; art. 8, § 2, alinéa 4, renvoie à l'art. 6, § 1 <sup>er</sup>
paragraphe 2, alinéa 3, renvoie à l'article 14, paragraphe 1 <sup>er</sup>	Art. 8, § 2, alinéa 5, renvoie aux articles 8, § 2, alinéa 2 et 16, § 1 <sup>er</sup>
paragraphe 3, renvoie aux articles 6, paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , b) ; 14, paragraphe 1 <sup>er</sup>	Art. 8, § 3, renvoie aux articles 8, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>o</sup> et 16, § 1 <sup>er</sup>
Article 7	
paragraphe 1 <sup>er</sup>	Art. 9, §§ 1 <sup>er</sup> et 2
paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'article 6, paragraphe 1 <sup>er</sup>	Art. 9, § 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'art. 8, § 1 <sup>er</sup>
paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 2, renvoie à l'article 9	Art. 9, § 2, alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'article 11
paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 3, renvoie aux articles 8, paragraphe 3 et 9	Articles 9, § 2, alinéa 2, renvoie aux articles 9, § 3 et 11 ; 9, § 2, alinéa 3
paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 4	Art. 9, § 2, alinéas 4 et 5
paragraphe 2, renvoie aux articles 6, paragraphe 1 <sup>er</sup> et 7, paragraphe 1 <sup>er</sup>	Art. 9, § 3, renvoie aux articles 9, §§ 1 <sup>er</sup> et 2 ; 8, § 1 <sup>er</sup>
paragraphe 3	Art. 9, § 4 ; art. 9, § 4, alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'art. 1680, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , du Code judiciaire
Article 8	
paragraphe 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'article 6	Art. 10, § 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'art. 8
a)	Art. 10, § 1 <sup>er</sup> , 1 <sup>o</sup>
b)	Art. 10, § 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>o</sup>
c), renvoie à l'article 9	Art. 10, § 1 <sup>er</sup> , 3 <sup>o</sup> , renvoie à l'art. 11
paragraphe 2	Art. 10, § 2
paragraphe 3	Art. 10, § 3, renvoie à l'art. 10, § 2
paragraphe 4, renvoie à l'article 7, paragraphe 1 <sup>er</sup>	Art. 10, § 4
a)	Art. 10, § 4, 1 <sup>o</sup>
b)	Art. 10, § 4, 2 <sup>o</sup>
c)	Art. 10, § 4, 3 <sup>o</sup>
d)	Art. 10, § 4, 4 <sup>o</sup>
paragraphe 5	Art. 10, § 5
paragraphe 5, alinéa 1 <sup>er</sup>	Art. 10, § 5, alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'art. 10, §§ 2 et 3
paragraphe 5, alinéa 2	Art. 10, § 5, alinéa 2
paragraphe 6, renvoie aux articles 8, paragraphes 1 <sup>er</sup> et 9	Art. 10, § 6, renvoie aux articles 10, § 1 <sup>er</sup> ; 11
Article 9	
paragraphe 1 <sup>er</sup>	Art. 11, § 1 <sup>er</sup>

## TABLEAU DE CONCORDANCE

Directive (UE) 2017/1852	Avant-projet d'ordonnance
paragraphe 2	Art. 11, § 2
paragraphe 3	Art. 11, §§ 3 – 5
paragraphe 3, alinéa 1 <sup>er</sup>	Art. 11, § 3, alinéa 1 <sup>er</sup>
paragraphe 3, alinéa 2	Art. 11, § 3, alinéa 2
paragraphe 3, alinéa 3, renvoie à l'article 9	Art. 11, §§ 4 et 5
Article 10	
paragraphe 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'article 14	Articles 4, 9 <sup>o</sup> , renvoie à l'art. 16 ; 10 <sup>o</sup> ; 12, § 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'art. 8
paragraphe 2, renvoie à l'article 8, paragraphes 4 et 5	Art. 12, § 2
paragraphe 2, alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie aux articles 8 et 10	Art. 12, § 2, alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'art. 10, §§ 4 et 5
paragraphe 2, alinéa 2	Art. 12, § 2, alinéa 2
paragraphe 3, renvoie à l'article 11	Art. 12, § 3, renvoie à l'art. 13
paragraphe 4, renvoie aux articles 11, 12 et 13	Art. 12, § 4, renvoie aux articles 13, 14 et 15
Article 11	
paragraphe 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'article 6, paragraphe 1 <sup>er</sup>	Art. 13, § 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'art. 8, § 1 <sup>er</sup> , dernier alinéa
a)	Art. 13, § 1 <sup>er</sup> , 1 <sup>o</sup>
b)	Art. 13, § 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>o</sup>
c)	Art. 13, § 1 <sup>er</sup> , 3 <sup>o</sup>
paragraphe 2	Art. 13, § 2
paragraphe 2, alinéa 1 <sup>er</sup>	Art. 13, § 2, alinéa 1 <sup>er</sup>
paragraphe 2, alinéa 2	Art. 13, § 2, alinéa 2
a)	Art. 13, § 2, alinéa 2, 1 <sup>o</sup>
b)	Art. 13, § 2, alinéa 2, 2 <sup>o</sup>
c)	Art. 13, § 2, alinéa 2, 3 <sup>o</sup>
d)	Art. 13, § 2, alinéa 2, 4 <sup>o</sup>
e)	Art. 13, § 2, alinéa 2, 5 <sup>o</sup>
f)	Art. 13, § 2, alinéa 2, 6 <sup>o</sup>
g)	Art. 13, § 2, alinéa 2, 7 <sup>o</sup>
paragraphe 2, alinéa 3, renvoie aux articles 6, paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , a) et 11, paragraphe 2, alinéa 2, a), d), e) et f)	Art. 13, § 2, alinéa 3, renvoie aux articles 8, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , 1 <sup>o</sup> ; 13, § 2, alinéa 2, 1 <sup>o</sup> , 4 <sup>o</sup> , 5 <sup>o</sup> et 6 <sup>o</sup>
paragraphe 3, renvoie aux articles 11, paragraphe 2 et 20, paragraphe 2	Art. 13, § 3
paragraphe 4	Art. 13, § 4, renvoie à l'art. 13, §§ 1 <sup>er</sup> , 2 et 3 et à l'art. 1680 du Code judiciaire
Article 12	
paragraphe 1 <sup>er</sup>	Art. 14, § 1 <sup>er</sup> et art. 16, § 4 renvoie aux articles articles 16, § 1 <sup>er</sup> et 14, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>o</sup>
paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup>	Art. 14, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup>
a)	Art. 14, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , 1 <sup>o</sup>
b)	Art. 14, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>o</sup>
paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 2	Art. 14, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 2
paragraphe 2	Art. 14, § 2, renvoie à l'art. 14, § 1 <sup>er</sup>
paragraphe 2, alinéa 1 <sup>er</sup>	Art. 14, § 2
a), renvoie à l'article 3, paragraphe 6	Art. 14, § 2, 1 <sup>o</sup> , renvoie à l'art. 5, § 7
b), renvoie aux articles 5, paragraphe 1 <sup>er</sup> et 6, paragraphe 1 <sup>er</sup>	Art. 14, § 2, 2 <sup>o</sup> , renvoie aux articles 7, § 1 <sup>er</sup> ; 8, § 1 <sup>er</sup>
paragraphe 2, alinéa 2	Art. 14, § 2, 2 <sup>o</sup>
Article 13	
paragraphe 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'article 6	Art. 15, § 1 <sup>er</sup> ; art. 15, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'art. 8
a)	Art. 15, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 3, 1 <sup>o</sup>
b)	Art. 15, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 3, 2 <sup>o</sup>
c)	Art. 15, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 3, 3 <sup>o</sup>
d)	Art. 15, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 3, 4 <sup>o</sup>

TABLEAU DE CONCORDANCE	
Directive (UE) 2017/1852	Avant-projet d'ordonnance
paragraphe 2	Art. 15, § 2
paragraphe 3	Art. 20, §§ 1 <sup>er</sup> et 2 et art. 21 ; art 21 renvoie à l'art. 20 de l'avant-projet d'ordonnance et à l'article 458 du Code pénal
Article 14	
paragraphe 1 <sup>er</sup>	Art. 16, § 1 <sup>er</sup>
paragraphe 2, renvoie à l'article 1 <sup>er</sup>	Art. 16, § 2, renvoie à l'art. 3
paragraphe 3	Art. 16, § 3
Article 15	
paragraphe 1 <sup>er</sup>	Art. 17, § 1 <sup>er</sup>
paragraphe 2	Art. 17, § 2
paragraphe 3	Art. 17, § 3, alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'art. 17, § 1 <sup>er</sup> ; art. 17, § 3, alinéa 2, renvoie à l'art. 2, § 1 <sup>er</sup> , 1 <sup>o</sup> et 5 <sup>o</sup> , b), du CIR 92
paragraphe 4	Art. 17, § 4
paragraphe 4, alinéa 1 <sup>er</sup>	Art. 17, § 4, alinéas 1 <sup>er</sup> et 2
paragraphe 4, alinéa 2, renvoie à l'article 8	Art. 17, § 4, alinéa 3 renvoie à l'art. 10, § 4 ; art. 17, § 4, alinéa 4, renvoie aux articles 1385 <i>decies</i> et 1385 <i>undecies</i> du Code judiciaire
Article 16	
paragraphe 1 <sup>er</sup>	Art. 18, § 1 <sup>er</sup>
paragraphe 2, renvoie aux articles 4 et 6	Art. 18, § 2, renvoie aux articles 6 et 8
paragraphe 3, renvoie aux articles 3, paragraphe 5 et 4, paragraphe 1 <sup>er</sup>	Art. 18, § 3, renvoie aux articles 5, § 5, et 6, § 1 <sup>er</sup>
paragraphe 4	Art. 18, § 4
a), renvoie à l'article 4	Art. 18, § 4, 1 <sup>o</sup> , renvoie à l'art. 6
b), renvoie aux articles 4 et 6, paragraphe 1 <sup>er</sup>	Art. 18, § 4, 2 <sup>o</sup> , renvoie aux articles 6 et 8, § 1 <sup>er</sup>
c), renvoie aux articles 6 et 14	Art. 18, § 4, 3 <sup>o</sup> , renvoie aux articles 8, § 1 <sup>er</sup> et 16
paragraphe 5, renvoie à l'article 3	Art. 18, § 5, renvoie à l'art. 5
paragraphe 6, renvoie à l'article 6	Art. 18, § 6 ; art. 18, § 6, alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'art. 8
paragraphe 7, renvoie à l'article 6	Art. 18, § 7
Article 17	
alinéa 1 <sup>er</sup>	Art. 5, § 9, alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie aux articles 5, § 1 <sup>er</sup> , § 5 et § 7 ; 8, § 1 <sup>er</sup>
a)	Art. 5, § 9, alinéa 1 <sup>er</sup> , 1 <sup>o</sup>
b)	Art. 5, § 9, alinéa 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>o</sup>
alinéa 2, renvoie aux articles 3, paragraphes 1 <sup>er</sup> , 4, 6 ; 6, paragraphe 1 <sup>er</sup>	Art. 5, § 9, alinéa 2
alinéa 3, renvoie à l'article 3, paragraphe 4	Art. 5, § 9, alinéa 3, renvoie à l'art. 5, § 5
Article 18	
paragraphe 1 <sup>er</sup>	Art. 19, § 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'art. 16
paragraphe 2, renvoie à l'article 15	Art. 19, § 2, renvoie à l'art. 17
paragraphe 3	Art. 19, § 3
paragraphe 3, alinéa 1 <sup>er</sup>	Art. 19, § 3, alinéa 1 <sup>er</sup> et 2
paragraphe 3, alinéa 2	Art. 19, § 3, alinéa 3
paragraphe 4, renvoie aux articles 18, paragraphes 2 et 3 ; 20, paragraphe 2	Art. 19, § 4, renvoie à l'art. 19, §§ 2 et 3
paragraphe 5	Art. 19, § 5, renvoie à l'art. 19, § 3
Article 19	
paragraphe 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'article 8, paragraphe 4	NA
paragraphe 2, renvoie à l'article 13	NA
paragraphe 3, renvoie à l'article 18, paragraphes 1 <sup>er</sup> et 2	NA
Article 20	
paragraphe 1 <sup>er</sup>	NA
paragraphe 2, renvoie à l'article 5 du Règlement (UE) n° 182/2011	NA
Article 21	NA
Article 22	

TABLEAU DE CONCORDANCE	
Directive (UE) 2017/1852	Avant-projet d'ordonnance
paragraphe 1 <sup>er</sup>	
paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup>	NA
paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 2	Art. 2
paragraphe 2	NA
Article 23	
alinéa 1 <sup>er</sup>	Art. 25, alinéa 1 <sup>er</sup>
alinéa 2	Art. 25, alinéa 2
Article 24	NA

TABLEAU DE CONCORDANCE	
Avant-projet d'ordonnance	Directive (UE) 2017/1852
Art. 1 <sup>er</sup>	NA
Art. 2	Article 22, paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 2
Art. 3	Article 1 <sup>er</sup>
Art. 4	
1 <sup>o</sup>	Article 2, paragraphe 1 <sup>er</sup> , a)
2 <sup>o</sup>	Article 2, paragraphe 1 <sup>er</sup> , b)
3 <sup>o</sup>	Article 2, paragraphe 1 <sup>er</sup> , a)
4 <sup>o</sup> , renvoi à l'art. 3	Article 2, paragraphe 1 <sup>er</sup> , c), renvoie à l'article 1 <sup>er</sup>
4 <sup>o</sup> , a)	Article 2, paragraphe 1 <sup>er</sup> , c)
4 <sup>o</sup> , b)	Article 2, paragraphe 1 <sup>er</sup> , c)
4 <sup>o</sup> , c)	Article 2, paragraphe 1 <sup>er</sup> , c)
5 <sup>o</sup>	Article 2, paragraphe 1 <sup>er</sup> , d)
6 <sup>o</sup>	Article 1 <sup>er</sup>
7 <sup>o</sup>	NA
8 <sup>o</sup> , renvoi aux articles 8, 9, 10 et 16	Article 6, paragraphe 1 <sup>er</sup>
9 <sup>o</sup> , renvoi à l'article 16	Article 10, paragraphe 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'article 14
10 <sup>o</sup>	Article 10, paragraphe 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'article 14
11 <sup>o</sup> , renvoi aux articles 5, § 1 <sup>er</sup> , § 5 et § 7 ; 8, § 1 <sup>er</sup>	Article 17, paragraphe 2
12 <sup>o</sup>	Article 17, paragraphe 1 <sup>er</sup> , b)
12 <sup>o</sup> , a)	Article 17, paragraphe 1 <sup>er</sup> , b)
12 <sup>o</sup> , b)	Article 17, paragraphe 1 <sup>er</sup> , b)
12 <sup>o</sup> , c)	Article 17, paragraphe 1 <sup>er</sup> , b)
13 <sup>o</sup>	Article 17, paragraphe 1 <sup>er</sup> , b)
13 <sup>o</sup> , a)	Article 17, paragraphe 1 <sup>er</sup> , b)
13 <sup>o</sup> , b)	Article 17, paragraphe 1 <sup>er</sup> , b)
13 <sup>o</sup> , c)	Article 17, paragraphe 1 <sup>er</sup> , b)
Art. 5	
§ 1 <sup>er</sup>	Article 3, paragraphe 1 <sup>er</sup>
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup>	Article 3, paragraphe 1 <sup>er</sup>
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 2	Article 3, paragraphe 1 <sup>er</sup>
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 3	Article 3, paragraphe 1 <sup>er</sup>
§ 2, renvoi à l'art. 5, § 2	Article 3, paragraphe 2
§ 3	Article 3, paragraphe 2
§ 3, alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoi à l'art. 5, § 2	Article 3, paragraphe 2
§ 3, alinéa 2	Article 3, paragraphe 2
§ 4, renvoi à l'art. 5, § 2	Article 3, paragraphe 3
§ 4, 1 <sup>o</sup>	Article 3, paragraphe 3, a)
§ 4, 2 <sup>o</sup>	Article 3, paragraphe 3, b)
§ 4, 3 <sup>o</sup>	Article 3, paragraphe 3, c)

## TABLEAU DE CONCORDANCE

Avant-projet d'ordonnance	Directive (UE) 2017/1852
§ 4, 4°, renvoie à l'art. 3	Article 3, paragraphe 3, d), renvoie à l'article 1 <sup>er</sup>
§ 4, 5°	Article 3, paragraphe 3, e)
§ 4, 5°, a)	Article 3, paragraphe 3, e), i)
§ 4, 5°, b)	Article 3, paragraphe 3, e), ii)
§ 4, 5°, c)	Article 3, paragraphe 3, e), iii)
§ 4, 5°, d)	Article 3, paragraphe 3, e), iv)
§ 4, 5°, e), verwijst naar art. 18, § 5	Article 3, paragraphe 3, e), v), renvoie à l'article 16, paragraphe 5
§ 4, 6°	Article 3, paragraphe 3, f)
§ 5	Article 3, paragraphe 4, renvoie à l'article 4
§ 5, alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'art. 5, § 4, 6°	Article 3, paragraphe 4, alinéa 1 <sup>er</sup>
§ 5, alinéa 2, renvoie à l'art. 6	Article 3, paragraphe 4, alinéa 1 <sup>er</sup>
§ 5, alinéa 3, renvoie à l'art. 5, § 4, 6°	Article 3, paragraphe 4, alinéa 2
§ 5, alinéa 4	Article 3, paragraphe 4, alinéa 2
§ 6	Article 3, paragraphe 5
§ 6, alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'art. 5, § 4, 6°	Article 3, paragraphe 5, alinéa 1 <sup>er</sup>
§ 6, alinéa 2, renvoie à l'art. 5, § 4, 6°	Article 3, paragraphe 5, alinéa 2
§ 7	Article 3, paragraphe 6, alinéa 1 <sup>er</sup>
§ 7, alinéa 1 <sup>er</sup>	Article 3, paragraphe 6, alinéa 1 <sup>er</sup>
§ 7, alinéa 2	Article 3, paragraphe 6, alinéa 1 <sup>er</sup>
§ 7, alinéa 3	Article 3, paragraphe 6, alinéa 1 <sup>er</sup>
§ 8	Article 3, paragraphe 6, alinéa 2
§ 8, alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'art. 5, § 1 <sup>er</sup>	Article 3, paragraphe 6, alinéa 2
§ 8, alinéa 2	Article 3, paragraphe 6, alinéa 2
§ 9	Article 17
§ 9, alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie aux articles 5, § 1 <sup>er</sup> , § 5 et § 7 ; 8, § 1 <sup>er</sup>	Article 17, alinéas 1 <sup>er</sup> et 2
§ 9, alinéa 1 <sup>er</sup> , 1°	Article 17, alinéa 1 <sup>er</sup> , a)
§ 9, alinéa 1 <sup>er</sup> , 2°	Article 17, alinéa 1 <sup>er</sup> , b)
§ 9, alinéa 2	Article 17, alinéa 2, renvoie aux articles 3, paragraphes 1 <sup>er</sup> , 4, 6 ; 6, paragraphe 1 <sup>er</sup>
§ 9, alinéa 3, renvoie à l'art. 5, § 5	Article 17, alinéa 3, renvoie à l'article 3, paragraphe 4
Art. 6	
§ 1 <sup>er</sup>	Article 4, paragraphe 1 <sup>er</sup>
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'art. 5	Article 4, paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup>
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 2, renvoie à l'art. 6, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup>	Article 4, paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 2
§ 2	Article 4, paragraphe 2
§ 2, alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'art. 6, § 1 <sup>er</sup>	Article 4, paragraphe 2
§ 2, alinéa 2	Article 4, paragraphe 2
§ 3, renvoie à l'art. 6, § 1 <sup>er</sup>	Article 4, paragraphe 3
Art. 7	
§ 1 <sup>er</sup>	Article 5, paragraphe 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'article 3, paragraphe 5
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'art. 5, § 6, alinéa 1 <sup>er</sup>	Article 5, paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup>
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , 1°, renvoie aux articles 5, § 4 ; § 4, 6° et § 5, alinéa 3	Article 5, paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , a), renvoie aux articles 3, paragraphe 3 ; 3 paragraphe 3, f) et 3, paragraphe 4
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , 2°	Article 5, paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , b)
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , 3°, renvoie à l'art. 5, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 2	Article 5, paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , c), renvoie à l'article 3, paragraphe 1 <sup>er</sup>
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 2, renvoie à l'art. 5, § 6	Article 5, paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 2, renvoie à l'article 3, paragraphe 5
§ 2, renvoie à l'art. 5, § 4, 6°	Article 5, paragraphe 2
§ 3	Article 5, paragraphe 3, alinéas 1 <sup>er</sup> et 2
§ 3, alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie aux articles 1385 <sup>decies</sup> et 1385 <sup>undecies</sup> du Code judiciaire	Article 5, paragraphe 3, alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'article 6, paragraphe 1 <sup>er</sup> , a)

TABLEAU DE CONCORDANCE	
Avant-projet d'ordonnance	Directive (UE) 2017/1852
§ 3, alinéa 2, renvoie à l'art. 8, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , 1 <sup>o</sup>	Article 5, paragraphe 3, alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'article 6, paragraphe 1 <sup>er</sup> , a)
§ 3, alinéa 2, 1 <sup>o</sup>	Article 5, paragraphe 3, alinéa 1 <sup>er</sup> , a)
§ 3, alinéa 2, 2 <sup>o</sup>	Article 5, paragraphe 3, alinéa 1 <sup>er</sup> , b)
§ 3, alinéa 2, 3 <sup>o</sup> , renvoie à l'art. 7, § 3, alinéa 2, 1 <sup>o</sup>	Article 5, paragraphe 3, alinéa 1 <sup>er</sup> , c)
§ 3, alinéa 3, renvoie à l'art. 8, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , 1 <sup>o</sup>	Article 5, paragraphe 3, alinéa 2, renvoie à l'article 6, paragraphe 1 <sup>er</sup> , a)
Art. 8	
§ 1 <sup>er</sup>	Article 6, paragraphe 1 <sup>er</sup>
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup>	Article 6, paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'article 8
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , 1 <sup>o</sup> , renvoie à l'art. 7, § 1 <sup>er</sup>	Article 6, paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , a), renvoie à l'article 5, paragraphe 1 <sup>er</sup>
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>o</sup> , renvoie à l'art. 6, § 1 <sup>er</sup>	Article 6, paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , b), renvoie à l'article 4, paragraphe 1 <sup>er</sup>
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 2, renvoie à l'art. 7, § 1 <sup>er</sup> et art. 8, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup>	Article 6, paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 2, renvoie à l'article 5, paragraphe 1 <sup>er</sup>
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 3, renvoie aux articles 5, § 6 ; 6, § 3 ; 7, § 3	Article 6, paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 3, renvoie aux articles 3, paragraphe 5 ; 4, paragraphe 3 ; 5, paragraphe 3
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 4	Article 6, paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 3, renvoie aux articles 3, paragraphe 5 ; 4, paragraphe 3 ; 5, paragraphe 3
§ 2	Article 6, paragraphe 2
§ 2, alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'art. 8, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , 1 <sup>o</sup>	Article 6, paragraphe 2, alinéa 1 <sup>er</sup>
§ 2, alinéa 2	Article 6, paragraphe 2, alinéa 1 <sup>er</sup>
§ 2, alinéa 3, renvoie aux articles 5 et 6	Article 6, paragraphe 2, alinéa 2, renvoie aux articles 3 ; 4 ; 4, paragraphe 1 <sup>er</sup>
§ 2, alinéa 4, renvoie à l'art. 6, § 1 <sup>er</sup>	Article 6, paragraphe 2, alinéa 2, renvoie aux articles 3 ; 4 ; 4, paragraphe 1 <sup>er</sup>
§ 2, alinéa 5, renvoie aux articles 8, § 2, alinéa 2 et 16, § 1 <sup>er</sup>	Article 6, paragraphe 2, alinéa 3
§ 3, renvoie aux articles 8, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>o</sup> et 16, § 1 <sup>er</sup>	Article 6, paragraphe 3, renvoie aux articles 6, paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , b) ; 14, paragraphe 1 <sup>er</sup>
§ 4, renvoie aux articles 8, § 2, alinéa 1 <sup>er</sup> et 14, § 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>o</sup>	Article 12, paragraphe 1 <sup>er</sup>
Art. 9	
§ 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'art. 8, § 1 <sup>er</sup>	Article 7, paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'article 6, paragraphe 1 <sup>er</sup>
§ 2	Article 7, paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéas 2, 3 et 4
§ 2, alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie aux articles 9, § 3 et 11	Article 7, paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 2, renvoie à l'article 9
§ 2, alinéa 2, renvoie aux articles 9, § 3 et 11	Article 7, paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 3, renvoie aux articles 8, paragraphe 3 et 9
§ 2, alinéa 3, renvoie aux articles 10, § 3 et 11	Article 7, paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 3, renvoie aux articles 8, paragraphes 3 et 9
§ 2, alinéa 4	Article 7, paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 4
§ 2, alinéa 5	Article 7, paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 4
§ 3, renvoie aux articles 9, §§ 1 <sup>er</sup> et 2 ; 8, § 1 <sup>er</sup>	Article 7, paragraphe 2, renvoie aux articles 6, paragraphe 1 <sup>er</sup> et 7, paragraphe 1 <sup>er</sup>
§ 4	Article 7, paragraphe 3
§ 4, alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie aux articles 9, § 2 ; 1680, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> du Code judiciaire	Article 7, paragraphe 3
§ 4, alinéa 2	Article 7, paragraphe 3
§ 4, alinéa 3	Article 7, paragraphe 3
Art. 10	
§ 1 <sup>er</sup> , renvoi à l'art. 8	Article 8, paragraphe 1 <sup>er</sup> , renvoi à l'article 6
§ 1 <sup>er</sup> , 1 <sup>o</sup>	Article 8, paragraphe 1 <sup>er</sup> , a)
§ 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>o</sup>	Article 8, paragraphe 1 <sup>er</sup> , b)
§ 1 <sup>er</sup> , 3 <sup>o</sup> , renvoie à l'art. 11	Article 8, paragraphe 1 <sup>er</sup> , c), renvoi à l'article 9
§ 2	Article 8, paragraphe 2

## TABLEAU DE CONCORDANCE

Avant-projet d'ordonnance	Directive (UE) 2017/1852
§ 3, renvoie à l'art. 10, § 2	Article 8, paragraphe 3
§ 4, renvoie à l'art. 9, § 1 <sup>er</sup>	Article 8, paragraphe 4, renvoie à l'article 7, paragraphe 1 <sup>er</sup>
§ 4, 1 <sup>o</sup>	Article 8, paragraphe 4, a)
§ 4, 2 <sup>o</sup>	Article 8, paragraphe 4, b)
§ 4, 3 <sup>o</sup>	Article 8, paragraphe 4, c)
§ 4, 4 <sup>o</sup>	Article 8, paragraphe 4, d)
§ 5	Article 8, paragraphe 5
§ 5, alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'art. 10, §§ 2 et 3	Article 8, paragraphe 5, alinéa 1 <sup>er</sup>
§ 5, alinéa 2	Article 8, paragraphe 5, alinéa 2
§ 6, renvoie aux articles 10, § 1 <sup>er</sup> ; 11	Article 8, paragraphe 6, renvoie aux articles 8, paragraphe 1 <sup>er</sup> et 9
Art. 11	
§ 1 <sup>er</sup>	Article 9, paragraphe 1 <sup>er</sup>
§ 2	Article 9, paragraphe 2
§ 2, alinéa 1 <sup>er</sup>	Article 9, paragraphe 2
§ 2, alinéa 2	Article 9, paragraphe 2
§ 3	Article 9, paragraphe 3, alinéas 1 <sup>er</sup> et 2
§ 3, alinéa 1 <sup>er</sup>	Article 9, paragraphe 3, alinéa 1 <sup>er</sup>
§ 3, alinéa 2	Article 9, paragraphe 3, alinéa 2
§ 4	Article 9, paragraphe 3, alinéa 3, renvoie à l'article 9
§ 5	Article 9, paragraphe 3, alinéa 3, renvoie à l'article 9
§ 5, alinéa 1 <sup>er</sup>	Article 9, paragraphe 3, alinéa 3
§ 5, alinéa 2	Article 9, paragraphe 3, alinéa 3
Art. 12	
§ 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'art. 8	Article 10, paragraphe 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'article 14
§ 2	Article 10, paragraphe 2, renvoie à l'article 8, paragraphe 4 et 5
§ 2, alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'art. 10, §§ 4 et 5	Article 10, paragraphe 2, alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie aux articles 8 et 10
§ 2, alinéa 2	Article 10, paragraphe 2, alinéa 2
§ 3, renvoie à l'art. 13	Article 10, paragraphe 3, renvoie à l'article 11
§ 4, renvoie aux articles 13, 14 et 15	Article 10, paragraphe 4, renvoie aux articles 11, 12 et 13
Art. 13	
§ 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'art. 8, § 1 <sup>er</sup> , dernier alinéa	Article 11, paragraphe 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'article 6, paragraphe 1 <sup>er</sup>
§ 1 <sup>er</sup> , 1 <sup>o</sup>	Article 11, paragraphe 1 <sup>er</sup> , a)
§ 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>o</sup>	Article 11, paragraphe 1 <sup>er</sup> , b)
§ 1 <sup>er</sup> , 3 <sup>o</sup>	Article 11, paragraphe 1 <sup>er</sup> , c)
§ 2	Article 11, paragraphe 2
§ 2, alinéa 1 <sup>er</sup>	Article 11, paragraphe 2, alinéa 1 <sup>er</sup>
§ 2, alinéa 2	Article 11, paragraphe 2, alinéa 2
§ 2, alinéa 2, 1 <sup>o</sup>	Article 11, paragraphe 2, alinéa 2, a)
§ 2, alinéa 2, 2 <sup>o</sup>	Article 11, paragraphe 2, alinéa 2, b)
§ 2, alinéa 2, 3 <sup>o</sup>	Article 11, paragraphe 2, alinéa 2, c)
§ 2, alinéa 2, 4 <sup>o</sup>	Article 11, paragraphe 2, alinéa 2, d)
§ 2, alinéa 2, 5 <sup>o</sup>	Article 11, paragraphe 2, alinéa 2, e)
§ 2, alinéa 2, 6 <sup>o</sup>	Article 11, paragraphe 2, alinéa 2, f)
§ 2, alinéa 2, 7 <sup>o</sup>	Article 11, paragraphe 2, alinéa 2, g)
§ 2, alinéa 3, renvoie aux articles 8, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , 1 <sup>o</sup> ; 13, § 2, alinéa 2, 1 <sup>o</sup> , 4 <sup>o</sup> , 5 <sup>o</sup> et 6 <sup>o</sup>	Article 11, paragraphe 2, alinéa 3, renvoie aux articles 6, paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , a) et 11, paragraphe 2, alinéa 2, a), d), e) et f)
§ 3	Article 11, paragraphe 3, renvoie aux articles 11, paragraphe 2 et 20, paragraphe 2
§ 4	Article 11, paragraphe 4
§ 4, alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'art. 13, §§ 1 <sup>er</sup> , 2 et 3	Article 11, paragraphe 4

TABLEAU DE CONCORDANCE	
Avant-projet d'ordonnance	Directive (UE) 2017/1852
§ 4, alinéa 2, renvoie à l'art. 1680 du Code judiciaire	Article 11, paragraphe 4
Art. 14	
§ 1 <sup>er</sup>	Article 12, paragraphe 1 <sup>er</sup>
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup>	Article 12, paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup>
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , 1 <sup>o</sup>	Article 12, paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , a)
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>o</sup>	Article 12, paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , b)
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 2	Article 12, paragraphe 1 <sup>er</sup> , alinéa 2
§ 2, renvoie à l'art. 14, § 1 <sup>er</sup>	Article 12, paragraphe 2
§ 2, 1 <sup>o</sup> , renvoie à l'art. 5, § 7	Article 12, paragraphe 2, alinéa 1 <sup>er</sup> , a), renvoie à l'article 3, paragraphe 6
§ 2, 2 <sup>o</sup> , renvoie aux articles 7, § 1 <sup>er</sup> ; 8, § 1 <sup>er</sup>	Article 12, paragraphe 2, alinéa 1 <sup>er</sup> , b) et article 12, paragraphe 2, alinéa 2, renvoie aux articles 5, paragraphe 1 <sup>er</sup> et 6, paragraphe 1 <sup>er</sup>
Art. 15	
§ 1 <sup>er</sup>	Article 13, paragraphe 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'article 6
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'art. 8	Article 13, paragraphe 1 <sup>er</sup>
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 2	Article 13, paragraphe 1 <sup>er</sup>
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 3	Article 13, paragraphe 1 <sup>er</sup>
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 3, 1 <sup>o</sup>	Article 13, paragraphe 1 <sup>er</sup> , a)
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 3, 2 <sup>o</sup>	Article 13, paragraphe 1 <sup>er</sup> , b)
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 3, 3 <sup>o</sup>	Article 13, paragraphe 1 <sup>er</sup> , c)
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 3, 4 <sup>o</sup>	Article 13, paragraphe 1 <sup>er</sup> , d)
§ 2	Article 13, paragraphe 2
Art. 16	
§ 1 <sup>er</sup>	Article 14, paragraphe 1 <sup>er</sup>
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup>	Article 14, paragraphe 1 <sup>er</sup>
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 2	Article 14, paragraphe 1 <sup>er</sup>
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 3	Article 14, paragraphe 1 <sup>er</sup>
§ 2, renvoie à l'art. 3	Article 14, paragraphe 2, renvoie à l'article 1 <sup>er</sup>
§ 3	Article 14, paragraphe 3
§ 4, renvoie aux articles 16, § 1 <sup>er</sup> et 14, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>o</sup>	Article 12, paragraphe 1 <sup>er</sup>
Art. 17	
§ 1 <sup>er</sup>	Article 15, paragraphe 1 <sup>er</sup>
§ 2	Article 15, paragraphe 2
§ 2, alinéa 1 <sup>er</sup>	Article 15, paragraphe 2
§ 2, alinéa 2	Article 15, paragraphe 2
§ 3	Article 15, paragraphe 3
§ 3, alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'art. 17, § 1 <sup>er</sup>	Article 15, paragraphe 3
§ 3, alinéa 2, renvoie aux articles 2, § 1 <sup>er</sup> , 1 <sup>o</sup> et 5 <sup>o</sup> , b) du CIR 92	Article 15, paragraphe 3
§ 4	Article 15, paragraphe 4
§ 4, alinéa 1 <sup>er</sup>	Article 15, paragraphe 4, alinéa 1 <sup>er</sup>
§ 4, alinéa 2	Article 15, paragraphe 4, alinéa 1 <sup>er</sup> ,
§ 4, alinéa 3, renvoie à l'art. 10, § 4	Article 15, paragraphe 4, alinéa 2, renvoie à l'article 8
§ 4, alinéa 4, renvoie aux articles 1385decies et 1385undecies du Code judiciaire	Article 15, paragraphe 4, alinéa 2, renvoie à l'article 8
Art. 18	
§ 1 <sup>er</sup>	Article 16, paragraphe 1 <sup>er</sup>
§ 2, renvoie aux articles 6 et 8	Article 16, paragraphe 2, renvoie aux articles 4 et 6
§ 3, renvoie aux articles 5, § 5 et 6, § 1 <sup>er</sup>	Article 16, paragraphe 3, renvoie aux articles 3, paragraphe 5 et 4, paragraphe 1 <sup>er</sup>
§ 4	Article 16, paragraphe 4
§ 4, 1 <sup>o</sup> , renvoie à l'art. 6	Article 16, paragraphe 4, a), renvoie à l'article 4

TABLEAU DE CONCORDANCE	
Avant-projet d'ordonnance	Directive (UE) 2017/1852
§ 4, 2°, renvoie aux articles 6 et 8, § 1 <sup>er</sup>	Article 16, paragraphe 4, b), renvoie aux articles 4 et 6, paragraphe 1 <sup>er</sup>
§ 4, 3°, renvoie aux articles 8, § 1 <sup>er</sup> et 16	Article 16, paragraphe 4, c), renvoie aux articles 6 et 14
§ 5, renvoie à l'art. 5	Article 16, paragraphe 5, renvoie à l'article 3
§ 6	Article 16, paragraphe 6, renvoie à l'article 6
§ 6, alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'art. 8	Article 16, paragraphe 6, renvoie à l'article 6
§ 6, alinéa 2	Article 16, paragraphe 6, renvoie à l'article 6
§ 7	Article 16, paragraphe 7, renvoie à l'article 6
§ 7, alinéa 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'art. 8	Article 16, paragraphe 7, renvoie à l'article 6
§ 7, alinéa 2	Article 16, paragraphe 7, renvoie à l'article 6
Art. 19	
§ 1 <sup>er</sup> , renvoie à l'art. 16	Article 18, paragraphe 1 <sup>er</sup>
§ 2, renvoie à l'art. 17	Article 18, paragraphe 2, renvoie à l'article 15
§ 3	Article 18, paragraphe 3
§ 3, alinéa 1 <sup>er</sup>	Article 18, paragraphe 3, alinéa 1 <sup>er</sup>
§ 3, alinéa 2	Article 18, paragraphe 3, alinéa 1 <sup>er</sup>
§ 3, alinéa 3	Article 18, paragraphe 3, alinéa 2
§ 4, renvoie à l'art. 19, §§ 2 et 3	Article 18, paragraphe 4, renvoie aux articles 18, paragraphes 2 et 3 ; 20, paragraphe 2
§ 5, renvoie à l'art. 19, § 3	Article 18, paragraphe 5
Art. 20	
§ 1 <sup>er</sup>	Article 13, paragraphe 3
§ 2	Article 13, paragraphe 3
§ 2, alinéa 1 <sup>er</sup>	Article 13, paragraphe 3
§ 2, alinéa 2	Article 13, paragraphe 3
Art. 21, renvoie à l'art. 20 de l'avant-projet d'ordonnance et à l'article 458 du Code pénal	Article 13, paragraphe 3
Art. 22	NA
alinéa 1 <sup>er</sup>	NA
alinéa 2	NA
alinéa 3	NA
Art. 23, renvoie à l'article 19, §§ 2 et 3	NA
Art.24	NA
alinéa 1 <sup>er</sup>	NA
alinéa 2	NA
alinéa 3	NA
Art.25	Article 23
alinéa 1 <sup>er</sup>	Article 23, alinéa 1 <sup>er</sup>
alinéa 2	Article 23, alinéa 2

## CONCORDANTIETABEL

Richtlijn (EU) 2017/1852	Voorontwerp van ordonnantie
Artikel 1	Art. 3 en art. 4, 6°
Artikel 2	
lid 1	Art. 4, 1° – 5°
a)	Art. 4, 1°, 3°
b)	Art. 4, 2°
c), verwijst naar artikel 1	Art. 4, 4°, a), b) en c), verwijst naar art. 3
d)	Art. 4, 5°
lid 2, verwijst naar artikel 2, lid 1	NVT

CONCORDANTIETABEL	
Richtlijn (EU) 2017/1852	Voorontwerp van ordonnantie
Artikel 3	
lid 1	Art. 5, § 1
a)	Art. 5, § 1
b)	Art. 5, § 1
lid 2	Art. 5, §§ 2 en 3
lid 3	Art. 5, § 4, verwijst naar art. 5, paragraaf 2
a)	Art. 5, § 4, 1°
b)	Art. 5, § 4, 2°
c)	Art. 5, § 4, 3°
d), verwijst naar artikel 1	Art. 5, § 4, 4°, verwijst naar art. 3
e)	Art. 5, § 4, 5°
i)	Art. 5, § 4, 5°, a)
ii)	Art. 5, § 4, 5°, b)
iii)	Art. 5, § 4, 5°, c)
iv)	Art. 5, § 4, 5°, d)
v), verwijst naar artikel 16, lid 5	Art. 5, § 4, 5°, e), verwijst naar art. 18, § 5
f)	Art. 5, § 4, 6°
lid 4, verwijst naar artikel 4	Art. 5, § 5
lid 4, alinea 1	Art. 5, § 5, eerste en tweede lid, verwijst naar artt. 5, paragraaf 4, 6° en 6
lid 4, alinea 2	Art. 5, § 5, derde en vierde lid, verwijst naar art. 5, paragraaf 4, 6°
lid 5	Art. 5, § 6
lid 5, alinea 1	Art. 5, § 6, eerste lid, verwijst naar art. 5, paragraaf 4, 6°
lid 5, alinea 2	Art. 5, § 6, tweede lid, verwijst naar art. 5, paragraaf 4, 6°
lid 6	Art. 5, §§ 7 en 8
lid 6, alinea 1	Art. 5, § 7
lid 6, alinea 2	Art. 5, § 8, verwijst naar art. 5, paragraaf 1
Artikel 4	
lid 1	Art. 6, § 1
lid 1, alinea 1	Art. 6, § 1, eerste lid, verwijst naar art. 5
lid 1, alinea 2	Art. 6, § 1, tweede lid, verwijst naar art. 6, paragraaf 1, eerste lid
lid 2	Art. 6, § 2, verwijst naar art. 6, paragraaf 1
lid 3	Art. 6, § 3, verwijst naar art. 6, paragraaf 1
Artikel 5	
lid 1, verwijst naar artikel 3, lid 5	Art. 7, § 1
alinea 1, a), verwijst naar de artikelen 3, lid 3 ; 3 lid 3, f) en 3, lid 4	Art. 7, § 1, eerste lid, 1°, verwijst naar artt. 5, § 4 ; § 4, 6° en § 5, derde lid
alinea 1, b)	Art. 7, § 1, eerste lid, 2°
alinea 1, c), verwijst naar artikel 3, lid 1	Art. 7, § 1, eerste lid, 3°, verwijst naar art. 5, § 1, tweede lid
alinea 2, verwijst naar artikel 3, lid 5	Art. 7, § 1, tweede lid, verwijst naar art. 5, § 6
lid 2	Art. 7, § 2, verwijst naar art. 5, § 4, 6°
lid 3, alinea 1, verwijst naar artikel 6, lid 1, a)	Art. 7, § 3, eerste lid verwijst naar artt. 1385 <i>decies</i> en 1385 <i>undecies</i> van het Gerechtelijk Wetboek
a)	Art. 7, § 3, tweede lid, 1°
b)	Art. 7, § 3, tweede lid, 2°
c)	Art. 7, § 3, tweede lid, 3°, verwijst naar art. 7, § 3, tweede lid, 1°
lid 3, alinea 2, verwijst naar artikel 6, lid 1, a)	Art. 7, § 3, derde lid, verwijst naar art. 8, § 1, eerste lid, 1°
Artikel 6	
lid 1, alinea 1, verwijst naar artikel 8	Art. 8, § 1, eerste lid
a), verwijst naar artikel 5, lid 1	Art. 8, § 1, eerste lid, 1°, verwijst naar art. 7, § 1
b), verwijst naar artikel 4, lid 1	Art. 8, § 1, eerste lid, 2°, verwijst naar art. 6, § 1

CONCORDANTIETABEL	
Richtlijn (EU) 2017/1852	Voorontwerp van ordonnantie
lid 1, alinea 2, verwijst naar artikel 5, lid 1	Art. 8, § 1, tweede lid, verwijst naar art. 7, § 1 en art. 8, § 1, eerste lid
lid 1, alinea 3, verwijst naar de artikelen 3, lid 5 ; 4, lid 3 ; 5, lid 3	Art. 8, § 1, derde lid, verwijst naar artt. 5, § 6 ; 6, § 3 ; 7, § 3 ; art. 8, § 1, vierde lid
lid 2	Art. 8, § 2
lid 2, alinea 1	Artt. 8, § 2, eerste lid, verwijst naar art. 8, paragraaf 1, eerste lid, 1° ; 8, § 2, tweede lid
lid 2, alinea 2, verwijst naar de artikelen 3 ; 4 ; 4, lid 1	Art. 8, § 2, derde lid, verwijst naar art. 5 en 6 ; art. 8, § 2, vierde lid, verwijst naar art. 6, § 1
lid 2, alinea 3, verwijst naar artikel 14, lid 1	Art. 8, § 2, vijfde lid, verwijst naar artt. 8, paragraaf 2, tweede lid en 16, § 1
lid 3, verwijst naar de artikelen 6, lid 1, alinea 1, b) ; 14, lid 1	Art. 8, § 3, verwijst naar art. 8, paragraaf 1, eerste lid, 2° en 16, § 1
Artikel 7	
lid 1	Art. 9, §§ 1 en 2
lid 1, alinea 1, verwijst naar artikel 6, lid 1	Art. 9, § 1, verwijst naar art. 8, § 1
lid 1, alinea 2, verwijst naar artikel 9	Art. 9, § 2, eerste lid, verwijst naar art.11
lid 1, alinea 3, verwijst naar de artikelen 8, lid 3 en 9	Art. 9, § 2, tweede lid, verwijst naar art. 9 paragraaf 3 en 11 ; 9, § 2, derde lid
lid 1, alinea 4	Art. 9, § 2, vierde en vijfde lid
lid 2, verwijst naar de artikelen 6, lid 1 en 7, lid 1	Art. 9, § 3, verwijst naar artt. 9, paragrafen 1 en 2 ; 8, § 1
lid 3	Art. 9, § 4 ; art. 9, § 4, eerste lid verwijst naar art. 1680, § 1, eerste lid van het Gerechtelijk Wetboek
Artikel 8	
lid 1, verwijst naar artikel 6	Art. 10, § 1, verwijst naar art. 8
a)	Art. 10, § 1, 1°
b)	Art. 10, § 1, 2°
c), verwijst naar artikel 9	Art. 10, § 1, 3°, verwijst naar art. 11
lid 2	Art. 10, § 2
lid 3	Art. 10, § 3, verwijst naar art. 10, paragraaf 2
lid 4, verwijst naar artikel 7, lid 1	Art. 10, § 4
a)	Art. 10, § 4, 1°
b)	Art. 10, § 4, 2°
c)	Art. 10, § 4, 3°
d)	Art. 10, § 4, 4°
lid 5	Art. 10, § 5
lid 5, alinea 1	Art. 10, § 5, eerste lid, verwijst naar art. 10, paragrafen 2 en 3
lid 5, alinea 2	Art. 10, § 5, tweede lid
lid 6, verwijst naar de artikelen 8, lid 1 en 9	Art. 10, § 6, verwijst naar artt. 10, paragraaf 1 ; 11
Artikel 9	
lid 1	Art. 11, § 1
lid 2	Art. 11, § 2
lid 3	Art. 11, §§ 3 – 5
lid 3, alinea 1	Art. 11, § 3, eerste lid
lid 3, alinea 2	Art. 11, § 3, tweede lid
lid 3, alinea 3, verwijst naar artikel 9	Art. 11, §§ 4 en 5
Artikel 10	
lid 1, verwijst naar artikel 14	Artt. 4, 9°, verwijst naar art. 16 ; 10° ; 12, § 1, verwijst naar art. 8
lid 2, verwijst naar artikel 8, lid 4 en 5	Art. 12, § 2
lid 2, alinea 1, verwijst naar de artikelen 8 en 10	Art. 12, § 2, eerste lid, verwijst naar art. 10, §§ 4 en 5
lid 2, alinea 2	Art. 12, § 2, tweede lid
lid 3, verwijst naar artikel 11	Art. 12, § 3, verwijst naar art. 13
lid 4, verwijst naar de artikelen 11, 12 en 13	Art. 12, § 4, verwijst naar artt. 13, 14 en 15
Artikel 11	

CONCORDANTIETABEL	
Richtlijn (EU) 2017/1852	Voorontwerp van ordonnantie
lid 1, verwijst naar artikel 6, lid 1	Art. 13, § 1, verwijst naar art. 8, § 1, laatste lid
a)	Art. 13, § 1, 1°
b)	Art. 13, § 1, 2°
c)	Art. 13, § 1, 3°
lid 2	Art. 13, § 2
lid 2, alinea 1	Art. 13, § 2, eerste lid
lid 2, alinea 2	Art. 13, § 2, tweede lid
a)	Art. 13, § 2, tweede lid, 1°
b)	Art. 13, § 2, tweede lid 2°
c)	Art. 13, § 2, tweede lid 3°
d)	Art. 13, § 2, tweede lid 4°
e)	Art. 13, § 2, tweede lid 5°
f)	Art. 13, § 2, tweede lid 6°
g)	Art. 13, § 2, tweede lid 7°
lid 2, alinea 3, verwijst naar de artikelen 6, lid 1, alinea 1, a) en 11, lid 2, alinea 2, a), d), e) en f)	Art. 13, § 2, derde lid, verwijst naar artt. 8, § 1, eerste lid, 1° ; 13, paragraaf 2, tweede lid, 1°, 4°, 5° en 6°
lid 3, verwijst naar de artikelen 11, lid 2 en 20, lid 2	Art. 13, § 3
lid 4	Art. 13, § 4, verwijst naar art. 13, §§ 1, 2 en 3 en naar art. 1680 van het Gerechtelijk Wetboek
Artikel 12	
lid 1	Art. 14, § 1 en art. 16, § 4 verwijst naar artt. 16, paragraaf 1 en 14, § 1, eerste lid, 2°
lid 1, alinea 1	Art. 14, § 1, eerste lid
a)	Art. 14, § 1, eerste lid, 1°
b)	Art. 14, § 1, eerste lid, 2°
lid 1, alinea 2	Art. 14, § 1, tweede lid
lid 2	Art. 14, § 2, verwijst naar art. 14, paragraaf 1
lid 2, alinea 1	Art. 14, § 2
a), verwijst naar artikel 3, lid 6	Art. 14, § 2, 1°, verwijst naar art. 5, § 7
b), verwijst naar de artikelen 5, lid 1 en 6, lid 1	Art. 14, § 2, 2°, verwijst naar artt. 7, § 1 ; 8, § 1
lid 2, alinea 2	Art. 14, § 2, 2°
Artikel 13	
lid 1, verwijst naar artikel 6	Art. 15, § 1 ; art. 15, § 1, eerste lid, verwijst naar art. 8
a)	Art. 15, § 1, derde lid, 1°
b)	Art. 15, § 1, derde lid, 2°
c)	Art. 15, § 1, derde lid 3°
d)	Art. 15, § 1, derde lid 4°
lid 2	Art. 15, § 2
lid 3	Art. 20, §§ 1 en 2 en art. 21 ; art. 21 verwijst naar art. 20 van het voorontwerp en art. 458 van het Strafwetboek
Artikel 14	
lid 1	Art. 16, § 1
lid 2, verwijst naar artikel 1	Art. 16, § 2, verwijst naar art. 3
lid 3	Art. 16, § 3
Artikel 15	
lid 1	Art. 17, § 1
lid 2	Art. 17, § 2
lid 3	Art. 17, § 3, eerste lid verwijst naar art. 17, paragraaf 1 ; art. 17, § 3, tweede lid verwijst naar art. 2, § 1, 1° en 5°, b) van het WIB 92
lid 4	Art. 17, § 4
lid 4, alinea 1	Art. 17, § 4, eerste en tweede lid

CONCORDANTIETABEL	
Richtlijn (EU) 2017/1852	Voorontwerp van ordonnantie
lid 4, alinea 2, verwijst naar artikel 8	Art. 17, § 4, derde lid, verwijst naar art. 10, § 4 ; art. 17, § 4, vierde lid verwijst naar art. 1385 <i>decies</i> en 1385 <i>undecies</i> van het Gerechtelijk Wetboek
Artikel 16	
lid 1	Art. 18, § 1
lid 2, verwijst naar de artikelen 4 en 6	Art. 18, § 2, verwijst naar artt. 6 en 8
lid 3, verwijst naar de artikelen 3, lid 5 en 4, lid 1	Art. 18, § 3, verwijst naar artt. 5, § 5 en 6, § 1
lid 4	Art. 18, § 4
a), verwijst naar artikel 4	Art. 18, § 4, 1°, verwijst naar art. 6
b), verwijst naar de artikelen 4 en 6, lid 1	Art. 18, § 4, 2°, verwijst naar artt. 6 en 8, § 1
c), verwijst naar de artikelen 6 en 14	Art. 18, § 4, 3°, verwijst naar artt. 8, § 1 en 16
lid 5, verwijst naar artikel 3	Art. 18, § 5, verwijst naar art. 5
lid 6, verwijst naar artikel 6	Art. 18, § 6 ; art. 18, § 6, eerste lid verwijst naar art. 8
lid 7, verwijst naar artikel 6	Art. 18, § 7
Artikel 17	
alinea 1	Art. 5, § 9, eerste lid, verwijst naar de artt. 5, § 1, § 5 en § 7 ; 8, § 1
a)	Art. 5, § 9, eerste lid, 1°
b)	Art. 5, § 9, eerste lid, 2°
alinea 2, verwijst naar de artikelen 3, leden 1, 4, 6 ; 6, lid 1	Art. 5, § 9, tweede lid
alinea 3, verwijst naar artikel 3, lid 4	Art. 5, § 9, derde lid, verwijst naar art. 5, paragraaf 5
Artikel 18	
lid 1	Art. 19, § 1, verwijst naar art. 16
lid 2, verwijst naar artikel 15	Art. 19, § 2, verwijst naar art. 17
lid 3	Art. 19, § 3
lid 3, alinea 1	Art. 19, § 3, eerste en tweede lid
lid 3, alinea 2	Art. 19, § 3, derde lid
lid 4, verwijst naar de artikelen 18, leden 2 en 3 ; 20, lid 2	Art. 19, § 4, verwijst naar art. 19, paragrafen 2 en 3
lid 5	Art. 19, § 5, verwijst naar art. 19, paragraaf 3
Artikel 19	
lid 1, verwijst naar artikel 8, lid 4	NVT
lid 2, verwijst naar artikel 13	NVT
lid 3, verwijst naar artikel 18, leden 1 en 2	NVT
Artikel 20	
lid 1	NVT
lid 2, verwijst naar artikel 5 van Verordening (EU) nr. 182/2011	NVT
Artikel 21	NVT
Artikel 22	
lid 1	
lid 1, alinea 1	NVT
lid 1, alinea 2	Art. 2
lid 2	NVT
Artikel 23	
alinea 1	Art. 25, eerste lid
alinea 2	Art. 25, tweede lid
Artikel 24	NVT

CONCORDANTIETABEL	
Voorontwerp van ordonnantie	Richtlijn (EU) 2017/1852
Art. 1	NVT
Art. 2	Artikel 22, lid 1, alinea 2

CONCORDANTIETABEL	
Voorontwerp van ordonnantie	Richtlijn (EU) 2017/1852
Art. 3	Artikel 1
Art. 4	
1°	Artikel 2, lid 1, a)
2°	Artikel 2, lid 1, b)
3°	Artikel 2, lid 1, a)
4°, verwijst naar art. 3	Artikel 2, lid 1, c), verwijst naar artikel 1
4°, a)	Artikel 2, lid 1, c)
4°, b)	Artikel 2, lid 1, c)
4°, c)	Artikel 2, lid 1, c)
5°	Artikel 2, lid 1, d)
6°	Artikel 1
7°	NVT
8°, verwijst naar de artt. 8, 9, 10 en 16	Artikel 6, lid 1
9°, verwijst naar art. 16	Artikel 10, lid 1, verwijst naar artikel 14
10°	Artikel 10, lid 1, verwijst naar artikel 14
11°, verwijst naar de artt. 5, § 1, § 5 en § 7; 8, § 1	Artikel 17, lid 2
12°	Artikel 17, lid 1, b)
12°, a)	Artikel 17, lid 1, b)
12°, b)	Artikel 17, lid 1, b)
12°, c)	Artikel 17, lid 1, b)
13°	Artikel 17, lid 1, b)
13°, a)	Artikel 17, lid 1, b)
13°, b)	Artikel 17, lid 1, b)
13°, c)	Artikel 17, lid 1, b)
Art. 5	
§ 1	Artikel 3, lid 1
§ 1, eerste lid	Artikel 3, lid 1
§ 1, tweede lid	Artikel 3, lid 1
§ 1, derde lid	Artikel 3, lid 1
§ 2, verwijst naar art. 5, paragraaf 2	Artikel 3, lid 2
§ 3	Artikel 3, lid 2
§ 3, eerste lid, verwijst naar art. 5, paragraaf 2	Artikel 3, lid 2
§ 3, tweede lid	Artikel 3, lid 2
§ 4, verwijst naar art. 5, paragraaf 2	Artikel 3, lid 3
§ 4, 1°	Artikel 3, lid 3, a)
§ 4, 2°	Artikel 3, lid 3, b)
§ 4, 3°	Artikel 3, lid 3, c)
§ 4, 4°, verwijst naar art. 3	Artikel 3, lid 3, d), verwijst naar artikel 1
§ 4, 5°	Artikel 3, lid 3, e)
§ 4, 5°, a)	Artikel 3, lid 3, e), i)
§ 4, 5°, b)	Artikel 3, lid 3, e), ii)
§ 4, 5° c)	Artikel 3, lid 3, e), iii)
§ 4, 5°, d)	Artikel 3, lid 3, e), iv)
§ 4, 5°, e), verwijst naar art. 18, § 5	Artikel 3, lid 3, e), v), verwijst naar artikel 16, lid 5
§ 4, 6°	Artikel 3, lid 3, f)
§ 5	Artikel 3, lid 4, verwijst naar artikel 4
§ 5, eerste lid, verwijst naar art. 5, paragraaf 4, 6°	Artikel 3, lid 4, alinea 1
§ 5, tweede lid, verwijst naar art. 6	Artikel 3, lid 4, alinea 1
§ 5, derde lid, verwijst naar art. 5, paragraaf 4, 6°	Artikel 3, lid 4, alinea 2
§ 5, vierde lid	Artikel 3, lid 4, alinea 2

CONCORDANTIETABEL	
Voorontwerp van ordonnantie	Richtlijn (EU) 2017/1852
§ 6	Artikel 3, lid 5
§ 6, eerste lid, verwijst naar art. 5, paragraaf 4, 6°	Artikel 3, lid 5, alinea 1
§ 6, tweede lid, verwijst naar art. 5, paragraaf 4, 6°	Artikel 3, lid 5, alinea 2
§ 7	Artikel 3, lid 6, alinea 1
§ 7, eerste lid	Artikel 3, lid 6, alinea 1
§ 7, tweede lid	Artikel 3, lid 6, alinea 1
§ 7, derde lid	Artikel 3, lid 6, alinea 1
§ 8	Artikel 3, lid 6, alinea 2
§ 8, eerste lid, verwijst naar art. 5, paragraaf 1	Artikel 3, lid 6, alinea 2
§ 8, tweede lid	Artikel 3, lid 6, alinea 2
§ 9	Artikel 17
§ 9, eerste lid, verwijst naar de artt. 5, § 1, § 5 en § 7 ; 8, § 1	Artikel 17, alinea's 1 en 2
§ 9, eerste lid, 1°	Artikel 17, alinea 1, a)
§ 9, eerste lid, 2°	Artikel 17, alinea 1, b)
§ 9, tweede lid	Artikel 17, alinea 2, verwijst naar de artikelen 3, leden 1, 4, 6 ; 6, lid 1
§ 9, derde lid, verwijst naar art. 5, paragraaf 5	Artikel 17, alinea 3, verwijst naar artikel 3, lid 4
Art. 6	
§ 1	Artikel 4, lid 1
§ 1, eerste lid, verwijst naar art. 5	Artikel 4, lid 1, alinea 1
§ 1, tweede lid, verwijst naar art. 6, paragraaf 1, eerste lid	Artikel 4, lid 1, alinea 2
§ 2	Artikel 4, lid 2
§ 2, eerste lid, verwijst naar art. 6, paragraaf 1	Artikel 4, lid 2
§ 2, tweede lid	Artikel 4, lid 2
§ 3, verwijst naar art. 6, paragraaf 1	Artikel 4, lid 3
Art. 7	
§ 1	Artikel 5, lid 1, verwijst naar artikel 3, lid 5
§ 1, eerste lid, verwijst naar art. 5, § 6, eerste lid	Artikel 5, lid 1, alinea 1
§ 1, eerste lid, 1°, verwijst naar artt. 5, § 4 ; § 4, 6° en § 5, derde lid	Artikel 5, lid 1, alinea 1, a), verwijst naar de artikelen 3, lid 3 ; 3 lid 3, f) en 3, lid 4
§ 1, eerste lid, 2°	Artikel 5, lid 1, alinea 1, b)
§ 1, eerste lid 3°, verwijst naar art. 5, § 1, tweede lid	Artikel 5, lid 1, alinea 1, c), verwijst naar artikel 3, lid 1
§ 1, tweede lid, verwijst naar art. 5, § 6	Artikel 5, lid 1, alinea 2, verwijst naar artikel 3, lid 5
§ 2, verwijst naar art. 5, § 4, 6°	Artikel 5, lid 2
§ 3	Artikel 5, lid 3, alinea's 1 en 2
§ 3, eerste lid, verwijst naar artt. 1385decies en 1385undecies van het Gerechtelijk Wetboek	Artikel 5, lid 3, alinea 1, verwijst naar artikel 6, lid 1, a)
§ 3, tweede lid, verwijst naar art. 8, § 1, eerste lid, 1°	Artikel 5, lid 3, alinea 1, verwijst naar artikel 6, lid 1, a)
§ 3, tweede lid, 1°	Artikel 5, lid 3, alinea 1, a)
§ 3, tweede lid, 2°	Artikel 5, lid 3, alinea 1, b)
§ 3, tweede lid, 3°, verwijst naar art. 7, § 3, tweede lid, 1°	Artikel 5, lid 3, alinea 1, c)
§ 3, derde lid, verwijst naar art. 8, § 1, eerste lid, 1°	Artikel 5, lid 3, alinea 2, verwijst naar artikel 6, lid 1, a)
Art. 8	
§ 1	Artikel 6, lid 1
§ 1, eerste lid	Artikel 6, lid 1, alinea 1, verwijst naar artikel 8
§ 1, eerste lid, 1°, verwijst naar art. 7, § 1	Artikel 6, lid 1, alinea 1, a), verwijst naar artikel 5, lid 1
§ 1, eerste lid, 2°, verwijst naar art. 6, § 1	Artikel 6, lid 1, alinea 1, b), verwijst naar artikel 4, lid 1
§ 1, tweede lid, verwijst naar art. 7, § 1 en art. 8, § 1, eerste lid	Artikel 6, lid 1, alinea 2, verwijst naar artikel 5, lid 1
§ 1, derde lid, verwijst naar artt. 5, § 6 ; 6, § 3 ; 7, § 3	Artikel 6, lid 1, alinea 3, verwijst naar de artikelen 3, lid 5 ; 4, lid 3 ; 5, lid 3
§ 1, vierde lid	Artikel 6, lid 1, alinea 3, verwijst naar de artikelen 3, lid 5 ; 4, lid 3 ; 5, lid 3

CONCORDANTIETABEL	
Voorontwerp van ordonnantie	Richtlijn (EU) 2017/1852
§ 2	Artikel 6, lid 2
§ 2, eerste lid, verwijst naar art. 8, paragraaf 1, eerste lid, 1°	Artikel 6, lid 2, alinea 1
§ 2, tweede lid	Artikel 6, lid 2, alinea 1
§ 2, derde lid, verwijst naar artt. 5 en 6	Artikel 6, lid 2, alinea 2, verwijst naar de artikelen 3 ; 4 ; 4, lid 1
§ 2, vierde lid, verwijst naar art. 6, § 1	Artikel 6, lid 2, alinea 2, verwijst naar de artikelen 3 ; 4 ; 4, lid 1
§ 2, vijfde lid, verwijst naar artt. 8, paragraaf 2, tweede lid en 16, § 1	Artikel 6, lid 2, alinea 3
§ 3, verwijst naar artt. 8, paragraaf 1, eerste lid, 2° en 16, § 1	Artikel 6, lid 3, verwijst naar de artikelen 6, lid 1, alinea 1, b) ; 14, lid 1
§ 4, verwijst naar artt. 8 paragraaf 2, eerste lid en 14, § 1, 2°	Artikel 12, lid 1
Art. 9	
§ 1, verwijst naar art. 8, § 1	Artikel 7, lid 1, alinea 1, verwijst naar artikel 6, lid 1
§ 2	Artikel 7, lid 1, alinea's 2, 3 en 4
§ 2, eerste lid, verwijst naar artt. 9, paragraaf 3 en 11	Artikel 7, lid 1, alinea 2, verwijst naar artikel 9
§ 2, tweede lid, verwijst naar artt. 9, paragraaf 3 en 11	Artikel 7, lid 1, alinea 3, verwijst naar de artikelen 8, lid 3 en 9
§ 2, derde lid, verwijst naar artt. 10, § 3 en 11	Artikel 7, lid 1, alinea 3, verwijst naar de artikelen 8, lid 3 en 9
§ 2, vierde lid	Artikel 7, lid 1, alinea 4
§ 2, vijfde lid	Artikel 7, lid 1, alinea 4
§ 3, verwijst naar artt. 9, paragrafen 1 en 2 ; 8, § 1	Artikel 7, lid 2, verwijst naar de artikelen 6, lid 1 en 7, lid 1
§ 4	Artikel 7, lid 3
§ 4, eerste lid, verwijst naar artt. 9, paragraaf 2 ; 1680, § 1, eerste lid van het Gerechtelijk Wetboek	Artikel 7, lid 3
§ 4, tweede lid	Artikel 7, lid 3
§ 4, derde lid	Artikel 7, lid 3
Art. 10	
§ 1, verwijst naar art. 8	Artikel 8, lid 1, verwijst naar artikel 6
§ 1, 1°	Artikel 8, lid 1, a)
§ 1, 2°	Artikel 8, lid 1, b)
§ 1, 3°, verwijst naar art. 11	Artikel 8, lid 1, c), verwijst naar artikel 9
§ 2	Artikel 8, lid 2
§ 3, verwijst naar art. 10, paragraaf 2	Artikel 8, lid 3
§ 4, verwijst naar art. 9, § 1	Artikel 8, lid 4, verwijst naar artikel 7, lid 1
§ 4, 1°	Artikel 8, lid 4, a)
§ 4, 2°	Artikel 8, lid 4, b)
§ 4, 3°	Artikel 8, lid 4, c)
§ 4, 4°	Artikel 8, lid 4, d)
§ 5	Artikel 8, lid 5
§ 5, eerste lid, verwijst naar art. 10, paragrafen 2 en 3	Artikel 8, lid 5, alinea 1
§ 5, tweede lid	Artikel 8, lid 5, alinea 2
§ 6, verwijst naar artt. 10, paragraaf 1 ; 11	Artikel 8, lid 6, verwijst naar de artikelen 8, lid 1 en 9
Art. 11	
§ 1	Artikel 9, lid 1
§ 2	Artikel 9, lid 2
§ 2, eerste lid	Artikel 9, lid 2
§ 2, tweede lid	Artikel 9, lid 2
§ 3	Artikel 9, lid 3, alinea's 1 en 2
§ 3, eerste lid	Artikel 9, lid 3, alinea 1
§ 3, tweede lid	Artikel 9, lid 3, alinea 2
§ 4	Artikel 9, lid 3, alinea 3, verwijst naar artikel 9
§ 5	Artikel 9, lid 3, alinea 3, verwijst naar artikel 9
§ 5, eerste lid	Artikel 9, lid 3, alinea 3
§ 5, tweede lid	Artikel 9, lid 3, alinea 3

CONCORDANTIETABEL	
Voorontwerp van ordonnantie	Richtlijn (EU) 2017/1852
Art. 12	
§ 1, verwijst naar art. 8	Artikel 10, lid 1, verwijst naar artikel 14
§ 2	Artikel 10, lid 2, verwijst naar artikel 8, lid 4 en 5
§ 2, eerste lid, verwijst naar art. 10, §§ 4 en 5	Artikel 10, lid 2, alinea 1, verwijst naar de artikelen 8 en 10
§ 2, tweede lid	Artikel 10, lid 2, alinea 2
§ 3, verwijst naar art. 13	Artikel 10, lid 3, verwijst naar artikel 11
§ 4, verwijst naar artt. 13, 14 en 15	Artikel 10, lid 4, verwijst naar de artikelen 11, 12 en 13
Art. 13	
§ 1, verwijst naar art. 8, § 1, laatste lid	Artikel 11, lid 1, verwijst naar artikel 6, lid 1
§ 1, 1°	Artikel 11, lid 1, a)
§ 1, 2°	Artikel 11, lid 1, b)
§ 1, 3°	Artikel 11, lid 1, c)
§ 2	Artikel 11, lid 2
§ 2, eerste lid	Artikel 11, lid 2, alinea 1
§ 2, tweede lid	Artikel 11, lid 2, alinea 2
§ 2, tweede lid, 1°	Artikel 11, lid 2, alinea 2, a)
§ 2, tweede lid, 2°	Artikel 11, lid 2, alinea 2, b)
§ 2, tweede lid, 3°	Artikel 11, lid 2, alinea 2, c)
§ 2, tweede lid, 4°	Artikel 11, lid 2, alinea 2, d)
§ 2, tweede lid, 5°	Artikel 11, lid 2, alinea 2, e)
§ 2, tweede lid, 6°	Artikel 11, lid 2, alinea 2, f)
§ 2, tweede lid, 7°	Artikel 11, lid 2, alinea 2, g)
§ 2, derde lid, verwijst naar artt. 8, § 1, eerste lid, 1° ; 13, paragraaf 2, tweede lid, 1°, 4°, 5° en 6°	Artikel 11, lid 2, alinea 3, verwijst naar de artikelen 6, lid 1, alinea 1, a) en 11, lid 2, alinea 2, a), d), e) en f)
§ 3	Artikel 11, lid 3, verwijst naar de artikelen 11, lid 2 en 20, lid 2
§ 4	Artikel 11, lid 4
§ 4, eerste lid, verwijst naar art. 13, §§ 1, 2 en 3	Artikel 11, lid 4
§ 4, tweede lid, verwijst naar art. 1680 van het Gerechtelijk Wetboek	Artikel 11, lid 4
Art. 14	
§ 1	Artikel 12, lid 1
§ 1, eerste lid	Artikel 12, lid 1, alinea 1
§ 1, eerste lid, 1°	Artikel 12, lid 1, alinea 1, a)
§ 1, eerste lid, 2°	Artikel 12, lid 1, alinea 1, b)
§ 1, tweede lid	Artikel 12, lid 1, alinea 2
§ 2, verwijst naar art. 14, paragraaf 1	Artikel 12, lid 2
§ 2, 1°, verwijst naar art. 5, § 7	Artikel 12, lid 2, alinea 1, a), verwijst naar artikel 3, lid 6
§ 2, 2°, verwijst naar artt. 7, § 1 ; 8, § 1	Artikel 12, lid 2, alinea 1, b) en artikel 12, lid 2, alinea 2, verwijst naar de artikelen 5, lid 1 en 6, lid 1
Art. 15	
§ 1	Artikel 13, lid 1, verwijst naar artikel 6
§ 1, eerste lid, verwijst naar art. 8	Artikel 13, lid 1
§ 1, tweede lid	Artikel 13, lid 1
§ 1, derde lid	Artikel 13, lid 1
§ 1, derde lid, 1°	Artikel 13, lid 1, a)
§ 1, derde lid, 2°	Artikel 13, lid 1, b)
§ 1, derde lid, 3°	Artikel 13, lid 1, c)
§ 1, derde lid, 4°	Artikel 13, lid 1, d)
§ 2	Artikel 13, lid 2
Art. 16	
§ 1	Artikel 14, lid 1

CONCORDANTIETABEL	
Voorontwerp van ordonnantie	Richtlijn (EU) 2017/1852
§ 1, eerste lid	Artikel 14, lid 1
§ 1, tweede lid	Artikel 14, lid 1
§ 1, derde lid	Artikel 14, lid 1
§ 2, verwijst naar art. 3	Artikel 14, lid 2, verwijst naar artikel 1
§ 3	Artikel 14, lid 3
§ 4, verwijst naar artt. 16, paragraaf 1 en 14, § 1, eerste lid, 2°	Artikel 12, lid 1
Art. 17	
§ 1	Artikel 15, lid 1
§ 2	Artikel 15, lid 2
§ 2, eerste lid	Artikel 15, lid 2
§ 2, tweede lid	Artikel 15, lid 2
§ 3	Artikel 15, lid 3
§ 3, eerste lid, verwijst naar art. 17, paragraaf 1	Artikel 15, lid 3
§ 3, tweede lid, verwijst naar artt. 2, § 1, 1° en 5°, b) van het WIB 92	Artikel 15, lid 3
§ 4	Artikel 15, lid 4
§ 4, eerste lid	Artikel 15, lid 4, alinea 1
§ 4, tweede lid	Artikel 15, lid 4, alinea 1
§ 4, derde lid, verwijst naar art. 10 § 4	Artikel 15, lid 4, alinea 2, verwijst naar artikel 8
§ 4, vierde lid, verwijst naar art. 1385decies en 1385undecies van het Gerechtelijk Wetboek	Artikel 15, lid 4, alinea 2, verwijst naar artikel 8
Art. 18	
§ 1	Artikel 16, lid 1
§ 2, verwijst naar artt. 6 en 8	Artikel 16, lid 2, verwijst naar de artikelen 4 en 6
§ 3, verwijst naar artt. 5, § 5 en 6, § 1	Artikel 16, lid 3, verwijst naar de artikelen 3, lid 5 en 4, lid 1
§ 4	Artikel 16, lid 4
§ 4, 1°, verwijst naar art. 6	Artikel 16, lid 4, a), verwijst naar artikel 4
§ 4, 2°, verwijst naar artt. 6 en 8, § 1	Artikel 16, lid 4, b), verwijst naar de artikelen 4 en 6, lid 1
§ 4, 3°, verwijst naar de artt. 8, § 1 en 16	Artikel 16, lid 4, c), verwijst naar de artikelen 6 en 14
§ 5, verwijst naar art. 5	Artikel 16, lid 5, verwijst naar artikel 3
§ 6	Artikel 16, lid 6, verwijst naar artikel 6
§ 6, eerste lid, verwijst naar art. 8	Artikel 16, lid 6, verwijst naar artikel 6
§ 6, tweede lid	Artikel 16, lid 6, verwijst naar artikel 6
§ 7	Artikel 16, lid 7, verwijst naar artikel 6
§ 7, eerste lid, verwijst naar art. 8	Artikel 16, lid 7, verwijst naar artikel 6
§ 7, tweede lid	Artikel 16, lid 7, verwijst naar artikel 6
Art. 19	
§ 1, verwijst naar art. 16	Artikel 18, lid 1
§ 2, verwijst naar art. 17	Artikel 18, lid 2, verwijst naar artikel 15
§ 3	Artikel 18, lid 3
§ 3, eerste lid	Artikel 18, lid 3, alinea 1
§ 3, tweede lid	Artikel 18, lid 3, alinea 1
§ 3, derde lid	Artikel 18, lid 3, alinea 2
§ 4, verwijst naar art. 19, paragrafen 2 en 3	Artikel 18, lid 4, verwijst naar de artikelen 18, leden 2 en 3 ; 20, lid 2
§ 5, verwijst naar art. 19, paragraaf 3	Artikel 18, lid 5
Art. 20	
§ 1	Artikel 13, lid 3
§ 2	Artikel 13, lid 3
§ 2, eerste lid	Artikel 13, lid 3
§ 2, tweede lid	Artikel 13, lid 3

CONCORDANTIETABEL	
Voorontwerp van ordonnantie	Richtlijn (EU) 2017/1852
Art. 21, verwijst naar art 20 van het voorontwerp en art. 458 van het Strafwetboek	Artikel 13, lid 3
Art. 22	NVT
eerste lid	NVT
tweede lid	NVT
derde lid	NVT
Art 23, verwijst naar art. 19, §§ 2 en 3	NVT
Art. 24	NVT
eerste lid	NVT
tweede lid	NVT
derde lid	NVT
Art. 25	Artikel 23
eerste lid	Artikel 23, alinea 1
tweede lid	Artikel 23, alinea 2

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE  
DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/42773]

29 NOVEMBRE 2019. — Ordonnance ajustant le budget des Voies et Moyens de la Commission communautaire commune pour l'année budgétaire 2019(1)

L'Assemblée réunie a adopté et Nous, Collège réuni, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

**Art. 2.** Pour l'année budgétaire 2019, les recettes de la Commission communautaire commune sont réévaluées à 1.359.136.000 euros conformément au tableau ci-annexé.

**Art. 3.** La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa sanction par le Collège réuni.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 29 novembre 2019.

La Membre du Collège réuni,  
en charge de l'Action sociale et de la Santé,  
E. VAN DEN BRANDT

Le Membre du Collège réuni,  
en charge de l'Action sociale et de la Santé,  
A. MARON

Le Membre du Collège réuni,  
en charge des Prestations familiales, du Budget,  
de la Fonction publique et des Relations extérieures,  
S. GATZ

Le Membre du Collège réuni,  
en charge des Prestations familiales, du Budget,  
de la Fonction publique et des Relations extérieures,  
B. CLERFAYT

—  
Note

(1) *Session ordinaire 2019-2020*

Documents de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune :

B-10/1 Projet d'ordonnance.

B-10/2 Rapport (renvoi).

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 29 novembre 2019.

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE  
VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C – 2019/42773]

29 NOVEMBER 2019. — Ordonnantie houdende aanpassing van de Middelenbegroting van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 2019(1)

De Verenigde Vergadering heeft aangenomen en Wij, Verenigd College, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

**Art. 2.** Voor het begrotingsjaar 2019 worden de ontvangsten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie herraamd op 1.359.136.000 euro overeenkomstig de bijgevoegde tabel.

**Art. 3.** Deze ordonnantie treedt in werking op de dag van haar bekrachtiging door het Verenigd College.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 29 november 2019.

Het Lid van het Verenigd College,  
bevoegd voor Welzijn en Gezondheid,  
E. VAN DEN BRANDT

Het Lid van het Verenigd College,  
bevoegd voor Welzijn en Gezondheid,  
A. MARON

Het Lid van het Verenigd College,  
bevoegd voor de Gezinsbijslagen, Begroting,  
Openbaar Ambt en Externe betrekkingen,  
S. GATZ

Het Lid van het Verenigd College,  
bevoegd voor de Gezinsbijslagen, Begroting,  
Openbaar Ambt en Externe betrekkingen,  
B. CLERFAYT

—  
Nota

(1) *Gewone zitting 2019-2020*

Documenten van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :

B-10/1 Ontwerp van ordonnantie.

B-10/2 Verslag (verwijzing).

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 29 november 2019.